

ELLES ONT BONDI DE 13 % AU PREMIER TRIMESTRE 2025

Hausse des exportations de gaz algérien vers l'UE

Alors que les importations européennes de gaz naturel par pipeline ont connu un recul notable au début de 2025, l'Algérie s'est démarquée par une progression marquée de ses exportations vers l'Union européenne, consolidant sa position parmi les principaux fournisseurs d'énergie du Continent, a indiqué un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». P 3



LE MINISTRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
EN VISITE À CONSTANTINE
**Des projets innovants
et des structures de
recherche scientifique
inaugurées**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a inauguré, hier au cours d'une visite de travail à Constantine, des projets innovants et des structures de recherche scientifique.

P 2

LE GOUVERNEUR DE LA BA L'A
SOULIGNÉ À LA RÉUNION DU FMI
**L'économie mondiale
est devant «un
tournant critique»**

Le Gouverneur de la banque d'Algérie Salah-Eddine Taleb, s'exprimant au nom des pays de la MENAP (pays Mena, le Pakistan et Iran), a appelé hier à Washington le Fonds monétaire international (FMI) à défendre le multilatéralisme et le libre-échange, dans un contexte mondial marqué par des tensions commerciales et une incertitude économique croissante.

P 3

INVESTISSEMENT
PHARMACEUTIQUE
**Près de 200 nouveaux
projets en cours
d'enregistrement**



La dynamique de l'industrie pharmaceutique algérienne continue de s'accélérer, portée par une volonté affirmée de consolider la production locale et de renforcer la position de l'Algérie sur les marchés internationaux. Selon Dr Mouadh Tabainet, président de l'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPHA), près de 200 nouveaux projets d'investissement sont actuellement en cours d'enregistrement, traduisant un « essor significatif du secteur » et ouvrant la voie vers une expansion notable de la fabrication locale et de l'exportation.

P 3

SAISON ESTIVALE 2025

**L'ENTMV annonce des mesures
spéciales concernant les ports
d'Alger et d'Oran** P 2

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

**Le rôle central des Douanes
mis en avant** P 5

IMPORTATION DE MOUTONS
POUR AÏD EL-ADHA DEPUIS L'ESPAGNE

**Arrivée au port d'Oran
d'une première cargaison
de 13 000 têtes** P 5

FORMATION
PROFESSIONNELLE
**La première
mouture du projet
de statut particulier
du secteur fin prête**

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a annoncé, jeudi à Alger, la finalisation de l'élaboration de la première mouture du projet de statut particulier du secteur. S'exprimant lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, M. Oualid a précisé que "la première mouture du projet de statut particulier des fonctionnaires relevant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels est fin prête". Il a expliqué que la révision de ce statut faisait partie des priorités du secteur, qui compte, a-t-il dit, opérer "plusieurs réformes" au profit des fonctionnaires du secteur. Le ministre a, par ailleurs, rappelé les rencontres qu'il a eues avec les représentants des différents corps du secteur et du partenaire social, lors de ses visites à travers les wilayas, où il a écouté leurs préoccupations et propositions concernant ce projet de loi.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN VISITE À CONSTANTINE

Des projets innovants et des structures de recherche scientifique inaugurées

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a inauguré, hier au cours d'une visite de travail à Constantine, des projets innovants et des structures de recherche scientifique.

Synthèse S R.

Le ministre a entamé sa visite dans la circonscription administrative d'Ali Mendjeli, où il a inauguré, à l'Ecole nationale polytechnique, une pépinière d'entreprises et le centre de développement de l'entrepreneuriat, deux projets qui permettent aux étudiants et aux professeurs de transformer leurs idées innovantes en start-ups et en projets économiques promoteurs, conformément à la stratégie visant à consolider la culture entrepreneuriale au sein de l'Université algérienne. M. Baddari s'est également enquis du fonctionnement des ateliers de fabrication, d'installation et de réparation d'appareils techniques, et des moyens de production disponibles destinés à contribuer au renforcement des capacités de l'Université à transformer le savoir en produits technologiques. Il a écouté, à cette

occasion, un exposé relatif à trois prototypes de projets innovants réalisés par des étudiants et des professeurs de l'Ecole polytechnique, ainsi qu'aux brevets déposés, reflet du dynamisme de l'Ecole nationale polytechnique en matière de recherche et d'application. Le ministre a également inspecté la plate-forme technologique de cette Ecole d'enseignement supérieur, prenant connaissance des moyens dédiés à la recherche appliquée et au développement des matériaux, avant de saluer les efforts déployés en vue de renforcer la contribution de l'Université à l'économie nationale. Le ministre a également été informé, au siège du Technopôle Hill de Constantine, des programmes et des projets prévus pour consolider l'implication de l'Université dans le tissu économique et social, afin d'atteindre les objectifs de développement durable et d'économie innovante. M. Bad-

dari a ensuite visité, à la Faculté des arts et de la culture, une exposition consacrée aux clubs de théâtre universitaire et aux start-ups actives dans le domaine du théâtre et des arts où il a salué la créativité artistique en tant que moteur du mouvement étudiant. Dans une déclaration à cette occasion, le ministre a souligné qu'en plus de sa mission principale de formation, l'Université algérienne s'emploie dans le cadre de sa modernisation, à «encourager et à favoriser l'innovation qui occupe désormais une place centrale». Une évolution, a-t-il souligné, concrétisée par la création d'une filiale économique à l'Ecole nationale polytechnique de Constantine, résultat d'efforts continus pour transformer les idées des étudiants et des professeurs en start-ups et en micro-entreprises, ainsi que pour déposer des brevets aptes à être commercialisés et valorisés.

SAISON ESTIVALE 2025

L'ENTMV annonce des mesures spéciales concernant les ports d'Alger et d'Oran

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV), a annoncé, vendredi dans un communiqué, des mesures spéciales concernant les ports d'Alger et d'Oran qui seront appliquées du 15 juin au 15 septembre 2025.

"L'entrée des véhicules neufs ou de moins de trois ans dans le cadre de l'importation est interdite, de même que celle des véhicules utilitaires (fourgons) et des véhicules de plus de sept places, via les ports d'Alger et d'Oran, et ce du 15 juin au 15 sep-

tembre 2025", précise le communiqué. L'entrée de ce type de véhicules sera toutefois autorisé au niveau des ports de Bejaïa, Skikda et Annaba, ajoute la même source. Ces dispositions visant à réunir les meilleures

conditions pour l'accueil des familles durant la période estivale, ont été prises dans cadre de la mise en œuvre des mesures réglementaires prises par les autorités compétentes relatives à la saison estivale. L'ENTMV invite, par ailleurs, ses clients

ayant déjà effectué des réservations à destination des ports d'Alger ou d'Oran, et souhaitant modifier leur itinéraire ou bénéficier d'un remboursement de leurs billets, à se rapprocher de l'agence commerciale la plus proche.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Signature d'un mémorandum d'entente entre l'ENSUP-énergies renouvelables et la société chinoise LONGI

Par R E.

Un mémorandum d'entente a été signé, jeudi à Alger, entre l'Ecole nationale supérieure des Energies renouvelables, Environnement et Développement durable (ENSUP-énergies renouvelables) et la société chinoise LONGI spécialisée dans la fabrication de panneaux solaires, en vue d'échanger les expertises et de lancer des projets de recherches dans ce domaine. Le mémorandum d'entente a été cosigné par la Directrice de l'Ecole, Leila Mokhnache et le président de l'entreprise LONGI pour le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie centrale, James Jin, en marge de la rencontre technique sur la transition énergétique en Algérie, organisée par la société chinoise. Cet accord vise à raffermir les relations entre cette école, située à Batna, et la société LONGI, en matière de recherche

appliquée sur la conception et la fabrication des cellules solaires, a expliqué Mme Mokhnache à l'APS, précisant que l'école a besoin de prendre connaissance des nouvelles technologies utilisées par les grandes entreprises mondiales leaders dans la fabrication des panneaux solaires, notamment celles permettant l'amélioration du rendement des panneaux. Parallèlement, ce mémorandum permettra de bénéficier des technologies de pointe développées par LONGI dans le domaine de l'hydrogène vert, à travers des missions scientifiques, composées d'enseignants et de majors de promotions de l'Ecole, en Chine pour suivre des stages pratiques, a ajouté la responsable. L'école bénéficiera également de logiciels pour aider les ingénieurs à l'élaboration d'études afin de concrétiser des projets en matière d'énergie solaire et d'hydrogène,

selon les explications fournies par Mme Mokhnache. Ont pris part à cette rencontre technique, le directeur des énergies renouvelables au ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mourad Chikhi, le Président directeur général de la Holding Elec El Djazair, Mustapha Ferfera, le directeur central des ressources nouvelles et énergie renouvelable à Sonatrach, Billel Kalache et le directeur général de Green Energy Cluster Algeria (GEC'A), Boukhalfa Yaici, ainsi que des experts du domaine et des opérateurs économiques. A cette occasion, l'entreprise LONGI a présenté ses capacités dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables, notamment en matière de fabrication des panneaux solaires et d'hydrogène, ainsi que ses innovations récentes dans ces deux domaines, en vue "d'exploiter les opportu-

nités prometteuses qu'offre le marché algérien", selon M. Jin, qui a fait part de la volonté de l'entreprise chinoise de s'étendre sur les marchés africain et européen, à travers des partenariats avec l'Algérie. La rencontre technique a été ponctuée par l'organisation de deux workshops sur l'importance des mégaprojets de l'énergie solaire dans le processus de transition énergétique en Algérie, ainsi que les opportunités et les défis du développement de l'hydrogène vert, ayant permis de mettre en exergue le rôle majeur de la recherche scientifique dans ces domaines. A noter que la délégation de l'entreprise LONGI a été reçue, cette semaine, par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables et le ministre de l'Industrie, ainsi que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ELLES ONT BONDI DE 13 % AU PREMIER TRIMESTRE 2025

Hausse des exportations de gaz algérien vers l’UE

Alors que les importations européennes de gaz naturel par pipeline ont connu un recul notable au début de 2025, l'Algérie s'est démarquée par une progression marquée de ses exportations vers l'Union européenne, consolidant sa position parmi les principaux fournisseurs d'énergie du continent, a indiqué un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Par Mourad A.

Au cours du premier trimestre 2025, les importations européennes de gaz par pipeline ont totalisé 36 milliards de mètres cubes, enregistrant une baisse de 10 % par rapport à la même période de 2024, où elles avaient atteint 40 milliards de mètres cubes. Cette tendance baissière s'est également illustrée en mars 2025, avec des volumes d'importation s'établissant à 12,5 milliards de mètres cubes, soit un repli de 11 % par rapport à mars 2024. Toutefois, sur une base mensuelle, les importations ont progressé de 11 % par rapport à février, une hausse attribuée au caractère saisonnier de la demande et à la brièveté du mois de février. Dans ce contexte de contraction générale, l'Algérie a su tirer son épingle du jeu. Selon le rapport, les exportations algériennes vers l'Europe ont bondi de 13 % au premier trimestre 2025 par rapport à l'année précédente, consolidant ainsi sa place de deuxième

fournisseur de gaz par pipeline pour l'Union européenne, juste derrière la Norvège. L'Algérie a renforcé ses livraisons via deux axes principaux, à destination de l'Italie et de l'Espagne, avec des hausses respectives de 13 % et 12 %. Cette performance contraste avec le recul de la Russie, dont les flux de gaz vers l'Europe ont été impactés par la fin de l'accord de transit via l'Ukraine en décembre 2024. Bien que les exportations russes via le gazo-duc TurkStream aient enregistré une hausse de 16 % sur un an, cela n'a pas suffi à compenser la baisse globale de leurs livraisons. De son côté, la Norvège reste le premier fournisseur de l'Union européenne. En mars 2025, elle a atteint son plus haut niveau d'exportations des 12 derniers mois, confortant sa position de leader dans l'approvisionnement en gaz du continent. Sur le plan national, l'Allemagne a absorbé un quart des importations européennes de gaz par pipeline durant ce trimestre, bien que ses volumes aient légè-

rement diminué de 3 % par rapport à 2024. L'Italie, quant à elle, a suivi une trajectoire inverse, augmentant ses importations de gaz en provenance d'Afrique du Nord de 8 %, pour atteindre 5,4 milliards de mètres cubes. Parallèlement aux flux gaziers traditionnels, les échanges avec le Royaume-Uni ont connu une évolution notable. Pour la première fois depuis octobre 2024, le mois de mars 2025 a enregistré un solde net positif d'importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Royaume-Uni vers l'Union européenne via les interconnexions britanniques. En sens inverse, l'UE a exporté 0,5 milliard de mètres cubes de gaz vers le Royaume-Uni par les gazoducs IUK et BBL. Face au recul des livraisons par pipeline, l'Europe a intensifié ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL). Celles-ci ont bondi de 11,5 % au premier trimestre 2025, atteignant 25,46 millions de tonnes, soit l'équivalent de 35 milliards de mètres cubes, contre 22,82 mil-

lions de tonnes durant la même période en 2024. La consommation de gaz en Europe bondit au premier trimestre 2025. Au premier trimestre 2025, la consommation de gaz dans l'Union européenne a grimpé de 8,4 % en glissement annuel pour atteindre 113 milliards de mètres cubes, portée par un hiver plus rigoureux et des difficultés dans la production d'énergies renouvelables. Selon les chiffres de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », en mars, la demande a progressé de 5,2 %, poursuivant une hausse continue depuis sept mois. L'Allemagne (+11 %) et l'Italie (+11 %) ont largement contribué à cette dynamique. La production totale d'électricité dans l'UE a reculé de 2,5 %, tandis que celle issue des centrales à gaz a augmenté de 8 %. Dans plusieurs pays, notamment en Espagne et au Royaume-Uni, l'utilisation du gaz pour produire de l'électricité a fortement augmenté, compensant la baisse de l'éolien et de l'hydroélectricité.

LE GOUVERNEUR DE LA BA L'A SOULIGNÉ À LA RÉUNION DU FMI

L'économie mondiale est devant «un tournant critique»

Par R E.

Le Gouverneur de la banque d'Algérie Salah-Eddine Taleb, s'exprimant au nom des pays de la MENAP (pays Mena, le Pakistan et Iran), a appelé hier à Washington le Fonds monétaire international (FMI) à défendre le multilatéralisme et le libre-échange, dans un contexte mondial marqué par des tensions commerciales et une incertitude économique croissante. Lors de sa participation à la 51e réunion du Comité monétaire et financier international du FMI, M. Taleb a relevé que dans cet environnement mondial «hautement incertain et chargé de risques, nous attendons du FMI qu'il demeure – comme il l'a toujours été – un ardent défenseur

du libre-échange et une voix forte en faveur du multilatéralisme». Au moment où l'économie mondiale «s'orientait vers un atterrissage en douceur à la suite des crises récentes et que la désinflation globale semblait progresser de manière maîtrisée, ces évolutions sont aujourd'hui mises en péril. Nous assistons, à un rythme que l'on n'aurait pas cru possible il y a encore quelques mois, au démantèlement du multilatéralisme tel que nous l'avons connu et encouragé depuis des décennies», a-t-il ajouté. Notant que l'économie mondiale est devant «un tournant critique et dans un état de mutation profonde», il a relevé que le niveau exceptionnellement élevé d'incertitude entourant les politiques économiques résulte des

restrictions commerciales massives – et des mesures de rétorsion qui en ont découlé – imposées par les principales économies, historiquement moteurs de la croissance mondiale. Après avoir relevé que le système commercial multilatéral «fondé sur des règles» a bénéficié à tous, M. Taleb a assuré qu'il «n'existe aucun gagnant dans cette course vers le bas que constitue la guerre commerciale en cours, laquelle ne fait qu'accentuer les clivages géoéconomiques et géopolitiques mondiaux». Devant cette guerre commerciale, dans la région du MENAP, l'impact se fera principalement ressentir par une baisse de la demande extérieure en biens et services, ainsi qu'un durcissement des conditions

financières mondiales, affectant notamment les emprunteurs importants de la région, prévoit M. Taleb. Il a, à ce titre, ajouté que pour les pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région MENA, «y compris ceux relevant de notre circonscription, une production pétrolière qui demeurera probablement modérée dans un contexte de volatilité des marchés internationaux, devrait être partiellement compensée par la vigueur du secteur non pétrolier, permettant ainsi de soutenir la dynamique de croissance». L'intervenant a, par la même occasion, réaffirmé l'attachement du groupe de pays qu'il représentait «à un FMI solide, reposant sur un système de quotes-parts, disposant de ressources adéquates, et occupant

un rôle central au sein du Réseau mondial de sécurité financière». «Nous encourageons les membres n'ayant pas encore finalisé leurs procédures internes d'approbation de l'augmentation des quotes-parts dans le cadre de la 16e Revue générale des quotes-parts à achever ce processus dans les meilleurs délais, afin de permettre l'entrée en vigueur des nouvelles quotes-parts dans ce contexte critique d'incertitude mondiale accrue», a-t-il poursuivi. M. Taleb s'est dit, en outre, convaincu que le Fonds demeure «une institution représentative, attachée à un traitement équitable et impartial de l'ensemble de ses membres, quel que soit le sujet abordé ou la dimension considérée».

INVESTISSEMENT PHARMACEUTIQUE

Près de 200 nouveaux projets en cours d'enregistrement

Par M A.

La dynamique de l'industrie pharmaceutique algérienne continue de s'accélérer, portée par une volonté affirmée de consolider la production locale et de renforcer la position de l'Algérie sur les marchés internationaux. Selon Dr Mouadh Tabainet, président de l'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPHA), près de 200 nouveaux projets d'investissement sont actuellement en cours d'enregistrement, traduisant un «essor significatif du secteur» et ouvrant la voie vers une expansion notable de la fabrication locale et de l'exportation. Ces investissements viennent renforcer le tissu industriel national et confirmer l'ambition de faire de l'Algérie un acteur incontournable sur la scène pharmaceutique africaine et internationale, a affirmé Dr Tabainet dans un entretien accordé à Radio Sétif. L'Algérie, qui n'a développé son

industrie pharmaceutique que depuis une vingtaine d'années, affiche aujourd'hui des résultats impressionnants. Le pays couvre désormais 70% de ses besoins en produits pharmaceutiques grâce à la production nationale. Ce progrès s'inscrit dans une stratégie globale visant à atteindre la sécurité sanitaire, qualifiée par l'intervenant comme «un pilier essentiel de la sécurité nationale». Par ailleurs, l'Algérie détient 30% des infrastructures de base de l'industrie pharmaceutique africaine, un chiffre que le président de l'ANPHA qualifie de «très important et porteur d'opportunités majeures pour la conquête des marchés européens». En termes d'organisation, l'ANPHA, qui compte aujourd'hui plus de 3000 pharmaciens adhérents répartis sur 15 wilayas, milite pour un nouveau cadre réglementaire permettant de mieux encadrer la profession. «Il nous faut un nouveau disposi-

tif réglementaire et un code d'éthique actualisé pour accompagner plus de 40 000 pharmaciens dans leur mission», a insisté le président de l'association. Il a également annoncé que 4000 nouveaux pharmaciens devraient être diplômés chaque année à partir des prochaines années, renforçant ainsi la capacité nationale. Concernant la problématique de l'accès aux soins dans les régions éloignées, il a rappelé que plus de 5000 pharmaciens ont été affectés dans les zones reculées, un effort salué mais qui nécessite, selon lui, «une coopération plus transparente et efficace avec les autorités locales». S'agissant de l'accès au marché du travail, Dr Tabainet a souligné que la question des accréditations des nouveaux pharmaciens reste en suspens, en raison de «l'accumulation de blocages anciens». L'entretien a également permis d'évoquer la question sensible de la rareté des médicaments, notamment ceux destinés aux patients at-

teints de cancer. Cette situation est principalement due à des déséquilibres dans la chaîne d'approvisionnement, à un cadre des marchés publics jugé inadapté, et à l'urgence de «passer à une stratégie plus compétitive dans la distribution des médicaments». Sur un autre plan, Dr Tabainet a tiré la sonnette d'alarme sur les retards en matière de numérisation du secteur, soulignant que «la véritable relance passe inévitablement par la mise en place d'un réseau numérique reliant médecins, pharmaciens et autres acteurs de la santé». Enfin, il a insisté sur la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle pour protéger la santé publique face aux dérives constatées sur les réseaux sociaux : «L'adoption rapide du nouveau statut de base du secteur et la création d'un organe de contrôle indépendant sont indispensables pour écarter les intrus et préserver la crédibilité de notre profession», a-t-il conclu.

ENVIRONNEMENT

Lancement de la 5e édition de la grande campagne de nettoyage des quartiers et communes d’Alger

Le coup d'envoi de la 5e édition de la grande campagne de nettoie-ment des quartiers et communes d'Alger, a été donné vendredi, par le wali d'Alger, M. Mohamed Abdennour Rabhi, indique un communiqué de la wilaya de d'Alger. La campagne a tou-ché l'ensemble des rues et des quar-tiers des 14 circonscriptions adminis-tratives de la wilaya, en vue "d'éliminer les points noirs, d'enlever les débris et de préserver l'environnement". Organisée les 25 et 26 avril en cours, sous le slo-gan "Unissons nos efforts pour que notre quartier reste propre", cette opéra-tion tend à "ancrer les valeurs de soli-darité et d'entraide dans la société et à promouvoir l'esprit de citoyen-neté". Ou-tre la participation des circonscriptions administratives, des communes, des di-rections exécutives et des entreprises publiques de la wilaya d'Alger, qui ont mobilisé des moyens matériels et finan-ciers "importants pour réussir cette campagne", l'opération a également vu la participation des acteurs de la so-cété civile, notamment les associations nationales, de wilaya et locales, et les citoyens.

POSTE ET TIC

L’accompagnement des investisseurs au cœur du programme du secteur

Le ministre de la Poste et des Télé-communications, Sid-Ali Zerrouki, a indiqué, jeudi à El-Oued, que le programme du secteur table sur l’ac-compagnement des investisseurs dans divers créneaux économiques, notam-ment les secteurs vitaux. Le programme du secteur de la Poste et des Télécommunications vise à ac-compagner la stratégie des opérateurs, dans tous les domaines économiques, notamment les secteurs vitaux comme l'agriculture, l'industrie et le tourisme, a affirmé M. Zerrouki, en marge de sa vi-site de travail dans la wilaya, en com-pagnie du ministre de l'Economie de la connaissance, des start-ups et des mi-croentreprises, Nouredine Ouaddah. Le véritable investissement requiert l'exploitation des technologies de la communication dans les projets d'in-vestissement, en vue de leur conférer plus de performance et de compétiti-vité, a souligné M. Zerrouki. Et d'ajou-ter que les services de la Poste et des Télécommunications et les opérateurs de téléphonie mobile œuvrent d'ar-rache-pied pour accompagner la dyna-mique de développement économique du pays, à travers la concrétisation, à un rythme accéléré, des opérations projetées et améliorer la rentabilité des structures en exercice, en les dotant d'équipements technologiques mo-dernes.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	410,00	-2,38	-2,24	-3,17	7,91	7,32	13468	5 521 880,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1401,00	0,07	0,07	0,07	0,00	-	14678	20 563 878,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,88	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPR	2 300,00	2300,00	0,00	2,05	1,32	12,10	5,43	68134	156 708 200,00
EGH El Aurasel	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,65	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-6,42	2,03	-	100	40 500,00

NAFTAL/ALGER

Achèvement du projet de déviation du pipeline de GPL en juin prochain

Les travaux de déviation du pipeline de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Al-ger devraient être achevés et mis en service en juin prochain, a indiqué jeudi un communiqué de la société "Naftal". Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la ré-habilitation de la façade maritime de la ca-pitale dans le cadre du "Plan blanc", vise à éliminer les obstacles induits par l'ancien tracé du pipeline, qui traversait l'espace de loisirs des Sablettes, empêchant ainsi son exploitation optimale dans le développe-ment urbain, précise la société. Pris en charge par l'entreprise "Cosider Canaux", les travaux qui ont débuté en mars 2024, devraient être achevés dans les délais fixés, conformément à un cahier des charges strict reflétant l'importance de cette opéra-

tion délicate. La société Naftal a précisé que l'ancien pipeline avait un diamètre de huit (8) pouces et une longueur de plus de cinq (5) kilomètres, impliquant des défis techniques en raison de la nature du site et de la complexité des réseaux souterrains, avec la nécessité d'assurer la continuité de l'approvisionnement en GPL de sept (7) wilayas, exigeant ainsi une planification technique rigoureuse et une exécution hautement professionnelle. Un nouveau pi-peline de 10 pouces de diamètre a été réa-lisé pour relier le port pétrolier d'Alger au dépôt de Caroubier, selon un tracé ap-prouvé par les services de la wilaya d'Alger.

Une opération de forage horizontal dirigé a également été effectuée sous la route na-tionale RN 11, permettant le raccordement du nouveau pipeline sans affecter le trafic routier, ni l'infrastructure de la voie. Le projet reflète une approche globale dans la gestion des infrastructures énergétiques en milieu urbain, en conciliant exigences de sécurité énergétique, sécurité publique, aménagement urbain moderne et respect des normes environnementales. Ce projet est soumis à l'examen et à l'approbation du ministère de l'Environnement et de l'Auto-rité de régulation des hydrocarbures (ARH).

MONNAIES

Le dollar progresse légèrement, le peso argentin résiste à la levée du contrôle des changes

Le dollar se trouvait dans une phase de consolidation vendredi, tandis que le peso argentin résistait mieux que prévu à la libé-ration du contrôle des changes dans le pays plus tôt ce mois-ci. Vers 18H00 GMT, le billet vert grappillait 0,12% face à la monnaie unique, à 1.1376 pour un euro. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'au-tres grandes monnaies, avançait aussi de 0,12%, à 99,49 points. En outre, les cambistes attendant de nombreuses données macroéco-nomiques la semaine prochaine aux Etats-Unis, dont le rapport Jolts du ministère américain du Travail ou la première estimation du PIB améri-cain pour le premier trimestre. "La semaine pro-chaine, nous commencerons à examiner des données officielles", ce qui pourrait influencer le cap privilégié par la banque centrale américaine (Fed). Ailleurs, le gouvernement argentin a levé

mi-avril une grande partie du contrôle des changes dans le pays, contrepartie d'un prêt massif de 20 milliards de dollars du Fonds mo-nétaire international (FMI). Les restrictions sur l'achat de devises étrangères qui étaient en place depuis six ans ont été abolies, dont une li-mite d'accès à 200 dollars par mois pour les Ar-gentins dans les transactions bancaires - conduisant à une surévaluation du peso. Un système de flottement semi-libre de la monnaie argentine fixe désormais son taux entre 1.000 pesos et 1.400 pesos pour un dollar. Les écono-mistes craignaient une ruée massive des Argen-tins vers le billet vert et donc une importante dé-valuation du peso en conséquence, qui mène-rait à une accélération de l'inflation. Cela n'a pas été le cas. Vers 18H00 GMT, 1.168 pesos argentins valaient un dollar, soit dans la bande de flottement prévue.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Avril 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	89	100	78	البطاطا
	Tomate	98	111	84	الطماطم
	Oignon sec	61	69	54	البصل الجاف
	Ail sec	635	718	551	الثوم الجاف
	Carotte	75	85	65	الجزر
	Navet	94	105	82	لفت
	Petit pois	161	181	141	الجنبانة
	Fève verte	96	109	84	الفول الاخضر
	Courgette	100	114	87	الكوسة
	Haricot vert	281	305	257	الفاصولياء الخضراء
Laitue	91	102	81	الخس	
Fruits frais	Orange	112	141	82	البرتقال
	Citron	122	147	96	الليمون
	Pomme locale	601	731	471	التفاح المحلي
	Datte	555	698	411	التمر
	Banane	502	523	481	الموز
	Fraise	278	319	237	الفراولة
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1777	1913	1641	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	370	381	359	الدجاج
	Œufs (Unité)	14	16	13	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le rôle central des Douanes mis en avant

Le Directeur Général des Douanes, le Général Major Abdelhafid Bakhouche, a déclaré que la protection des droits de propriété intellectuelle est aujourd’hui devenue une nécessité impérieuse, en raison de son impact direct sur la promotion de l’économie nationale, la stimulation de l’innovation, l’attraction des investissements et la création d’un climat sain pour la concurrence.

Par Sirine R

Lors d'une rencontre sur la protection de la propriété intellectuelle, organisée hier au Club du site de l'Armée Nationale Populaire à Aïn Naâdja, le Général Major Bekhoucha a affirmé que « sous la direction du Président de la République, Chef suprême des Forces armées et Ministre de la Défense nationale, les autorités publiques ont accordé une grande importance au développement de la production nationale et à l'innovation. Aujourd'hui, l'Algérie est en tête des économies d'Afrique du Nord, réalisant une avancée significative vers la relance économique, reflet du succès des politiques publiques en matière de stabilisation économique ». Il a souligné que « la production nationale et l'innovation constituent deux piliers fondamentaux pour atteindre le développement économique, ce qui exige impérativement la mise en place d'un système efficace de protection des droits de propriété intellectuelle, garantissant la sauvegarde des efforts créatifs, la protection des marques nationales et l'encouragement au développement d'industries à forte valeur ajoutée ».

Dans le même esprit, les orientations données par le Président de la République lors de sa rencontre avec les opérateurs écono-

miques, le 13 avril 2025, ont réaffirmé « l'engagement de l'État à accompagner les entreprises productives et à renforcer leur compétitivité, en assurant un environnement économique sain fondé sur le respect des règles de la concurrence loyale ». Ces principes s'inscrivent en parfaite complémentarité avec la lutte contre la contrefaçon, la protection des marques commerciales et la préservation des innovations nationales.

Le DG des Douanes a, en outre, mis en garde contre « l'un des abus les plus graves et les plus répandus en matière de propriété intellectuelle : le phénomène de la contrefaçon ». Il a expliqué que cette pratique, initialement limitée, a pris une ampleur systémique et transfrontalière, devenant une menace mondiale préoccupante pour les titulaires de droits et pour les économies, qu'elles soient développées ou en développement. Face à ce constat, il est devenu essentiel « de consacrer une approche de protection des différentes catégories de droits de propriété intellectuelle, en les érigant en première ligne de défense contre les actes de contrefaçon et de piraterie », à travers une système institutionnel intégré chargé de contrôler les échanges, en particulier les échanges extérieurs, pour éviter l'infiltration de produits contrefaits sur le marché national ou leur réexportation vers

d'autres pays.

Dans ce contexte, le Général a précisé que les Douanes algériennes jouent « un rôle central dans la lutte contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle », en empêchant l'importation et l'exportation de marchandises contrefaites, qui portent gravement atteinte à la compétitivité de la production nationale, nuisent à l'économie nationale et constituent une menace directe pour la santé et la sécurité des consommateurs. Il a indiqué que les Douanes ont renforcé les mécanismes de contrôle aux frontières, amélioré la préparation des équipes d'inspection, intensifié la coopération avec les titulaires de droits et participé activement aux campagnes nationales de sensibilisation contre les dangers des produits contrefaits, en coordination avec les partenaires sectoriels.

Enfin, l'intervenant a insisté sur « l'importance du renforcement de la coordination entre les différents secteurs et institutions concernés », soulignant également « la nécessité de consolider la législation et la réglementation pour développer l'efficacité de la stratégie nationale de lutte contre la contrefaçon, notamment dans sa dimension opérationnelle, à travers l'amélioration des mécanismes de détection, de traçabilité, d'échange d'informations et de suivi des infractions ».

IMPORTATION DE MOUTONS POUR AÏD EL-ADHA DEPUIS L'ESPAGNE

Arrivée au port d’Oran d’une première cargaison de 13 000 têtes

Un navire chargé de 13.000 têtes d'ovins en provenance d'Espagne a accosté, samedi matin, au port d'Oran, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'importation de moutons pour l'Aïd El-Adha, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. "La cargaison sera

déchargée dès la finalisation des procédures de contrôle sanitaire par les inspecteurs vétérinaires concernés", a précisé la même source. Le Secrétaire général du ministère des Transports, accompagné d'une représentante du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a supervisé l'opération d'accostage du na-

vire au Port d'Oran. Il s'est enquis des moyens mobilisés pour la réception et le transport des moutons vers les zones de quarantaine, et ce, en présence du directeur des services agricoles de la wilaya, des membres de la commission de sécurité de la wilaya et des représentants des autorités locales. Il s'agit du quatrième navire de moutons

importés après les trois autres en provenance de Roumanie ayant accosté au Port d'Alger la semaine dernière. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des mesures visant à répondre à la demande nationale en moutons à l'occasion de l'Aïd El-Adha et à en assurer la disponibilité à travers les différentes wilayas du pays.

PRIX DU POULET ET DES ŒUFS

Une évolution contrastée au premier trimestre 2025

Synthèse R E.

Le marché avicole algérien a connu, durant le premier trimestre 2025, des fluctuations marquées entre hausse et baisse des prix, impactant à la fois le poulet de chair et les œufs de consommation. Selon le dernier rapport de l'Observatoire des Filières Avicoles Algériennes (OFA.AL), les prix du poulet de chair ont enregistré de légères hausses sur les trois premiers mois de l'année, particulièrement au mois de mars. Cette augmentation de l'ordre de 3 % à 4 % au niveau de la production et du détail est principalement liée à une baisse de l'offre

au niveau des élevages, aggravée par des mortalités aviaires et une forte demande durant le mois de Ramadan. Malgré cette tendance haussière en cours de trimestre, une comparaison avec le dernier trimestre 2024 montre une baisse significative : -16 % au stade de la production et -12 % au niveau de l'abattage. En comparaison annuelle avec le premier trimestre 2024, la chute est encore plus marquée, atteignant -27 % pour le prix à la production. Concernant les œufs de consommation, la situation est inverse. Les prix ont enregistré une baisse de 15 % à 20 % en mars 2025. Cette chute est expliquée par l'entrée en production massive de poulettes

mises en place fin 2024 et début 2025, atteignant des pics de production en mars. De plus, la majorité des œufs commercialisés étaient de petits et moyens calibres, influençant également les tarifs. Sur le plan trimestriel, la baisse du prix des œufs est estimée à 12 % par rapport au quatrième trimestre 2024. En comparaison annuelle, la baisse est encore plus prononcée avec -30 % au niveau de la production et -27 % au détail. Selon la même source, le prix du poulet vif à la production est de 257 DA/kg, celui du poulet vidé à la sortie de l'abattoir est de 329 DA/kg, et enfin, le prix du poulet vidé au détail est de 373 DA/kg.

Par ailleurs, les hausses du coût des aliments avicoles (+3 % à +6 %) en raison de la volatilité des marchés mondiaux du maïs et du soja ont pesé lourdement sur les charges des éleveurs. Par ailleurs, l'absence de structuration du marché, le recours aux tueries clandestines et les pratiques spéculatives continuent de fragiliser la filière.

Les experts de l'OFA.AL recommandent des réformes urgentes : lutte contre l'informel, encouragement des élevages modernes de plus grande capacité, et amélioration de la traçabilité pour sécuriser les approvisionnements et la santé publique.

LUTTE CONTRE LES CRIQUETS À BATNA

Exercice de simulation pour tester l’opérationnalité des moyens humains et matériels mobilisés

Un exercice de simulation destiné à éprouver la préparation et l'opérationnalité des moyens humains et matériels affectés à la lutte contre les criquets pèlerins, au cas où le fléau venait à apparaître, a été organisé samedi au parc national de Belezma, dans la commune de Djerma (Batna). Effectué sous la supervision du wali, Mohamed Benmalek, l'exercice a mis à contribution plusieurs corps constitués, tels que l'Armée nationale populaire (ANP), la Gendarmerie et la Sûreté nationales, la Protection civile, ainsi que plusieurs organismes et directions concernées, dont la Conservation des forêts et les directions des services agricoles et des travaux publics. Les responsables concernés ont donné, in situ, des explications relatives au plan de déploiement local des moyens matériels mobilisés pour lutter, en cas d'apparition de criquets, contre ce fléau, notamment en ce qui concerne la disponibilité d'insecticides et de moyens de pulvérisation, avant qu'un exercice pratique ne soit organisé sur le terrain avec la participation de l'ensemble des acteurs concernés. Le chef de l'exécutif local a souligné que cet exercice, qui "s'inscrit dans le cadre des mesures proactives prises localement pour prévenir ce fléau", permet de déterminer l'état de préparation et de coordination de tous les intervenants, et de tester les moyens mobilisés dans la wilaya pour parer à toute urgence dans ce domaine. Plus de 15 organismes et directions ont participé à cet exercice de simulation, en plus des communes de Djerma, de Zana El Beida, de Seriana et d'Ain Yagout.

TISSEMSILT

Lancement et inauguration de plusieurs projets de développement

Plusieurs projets de développement ont été lancés, jeudi dans les communes de Lazreg et Bordj Bounâama, dans la wilaya de Tissemsilt, tandis que d'autres ont été inaugurés dans divers secteurs, dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on constaté. Dans la commune de Lazreg, le wali Bouzaid Fethi a donné le coup d'envoi des travaux d'aménagement de la rue "20 Août 1956", ainsi que dans les quartiers "Chahid Berkane Belabbes" et "Chahid Maâzouz Mohamed". Ces travaux comprennent la réfection des trottoirs, l'éclairage public et la modernisation des différents réseaux, sous la supervision de la direction locale de l'urbanisme et de la construction. Une enveloppe budgétaire de plus de 115 millions DA a été allouée, avec un délai d'exécution fixé à 7 mois. Dans la commune de Bordj Bounâama, un groupe scolaire situé dans le quartier "Chahid Ahmed Kadous" a été inauguré. Cet établissement éducatif, composé de 12 salles de classe, porte le nom du défunt Moudjahid "Saoud Boudinar". Le projet a bénéficié d'un financement de 19 millions DA. Les autorités ont également inspecté les travaux d'aménagement du lycée "Chahid Sardo Abdelkader", dont le taux d'avancement a atteint 80%, selon les explications fournies sur place par les responsables de la direction des équipements publics. Ce projet comprend 19 salles de classe et 6 laboratoires, et bénéficie d'un budget de plus de 124 millions DA. Dans la même commune, le wali a visité les chantiers de construction de 300 logements publics locatifs, en insistant sur leur livraison dans les plus brefs délais. Deux cantines scolaires d'une capacité de 200 repas chacune ont également été inaugurées, respectivement dans les écoles "Moufidi Zakaria" et "Chahid Safer Zoubir". En outre, le wali a visité le chantier d'un nouvel hôpital et les travaux d'aménagement d'une polyclinique, qui sont sur le point d'être achevés.

TIARET/ LUTTE CONTRE LA DÉPENDANCE AUX DROGUES
Lancement d'un cycle de formation au profit des acteurs de la société civile

Un cycle de formation destiné à encadrer les acteurs de la société civile dans la lutte contre la dépendance aux drogues a été lancé, vendredi dans la wilaya de Tiaret, dans le cadre d'une caravane nationale organisée par l'Organisation nationale pour la préservation des valeurs de la société civile, a-t-on constaté.

Me Djouher Hachemi, présidente de l'organisation initiatrice de cette activité, a indiqué en marge du lancement de la manifestation que "l'objectif de ces journées de formation, prévues les 25 et 26 avril, est de fournir aux intervenants de terrain des méthodes et des démarches pratiques pour sortir notre jeunesse de ce fléau destructeur". Elle a souligné que ces méthodes se résument en des techniques simples mais efficaces sur le terrain, notamment la patience, l'écoute attentive, la maîtrise des techniques d'orientation pour l'insertion sociale, en s'appuyant sur une connaissance préalable des mécanismes mis en place par l'Etat, en particulier les centres de traitement des addictions et les dispositifs d'emploi. Elle a également mis l'accent sur l'importance d'un discours optimiste, que ce soit lors des rencontres directes avec les jeunes ou

via les réseaux sociaux, afin de contrer les campagnes de démoralisation menées par des parties hostiles à notre pays dans le but de détruire notre jeunesse. Pour sa part, le directeur de la Jeunesse et des Sports, Omar Sellani, a présenté dans son intervention les principaux programmes adoptés par son secteur pour lutter contre la toxicomanie. Ceux-ci consistent à occuper les jeunes par des activités culturelles, récréatives et sportives dans les structures du secteur, en coopération avec d'autres départements tels que l'Education, l'Enseignement supérieur, la Formation professionnelle, la Culture et la Santé. Il a précisé que ces actions complètent les efforts considérables des forces de sécurité, qui saisissent quotidiennement d'importantes quantités de drogues et de psychotropes, appelant à soutenir ces efforts par l'adoption d'une culture de dé-

nonciation que les cadres du secteur et les associations s'efforcent d'inculquer aux jeunes. La première journée de cette manifestation a été marquée par plusieurs conférences sur les efforts de l'Etat pour lutter contre ce phénomène et les moyens d'y faire face, animées par des représentants de la Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale et de la Caisse nationale des Assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). L'événement, organisé au Musée du Moudjahid, a attiré un nombre important d'associations de jeunesse, telles que la Ligue de wilaya pour les initiatives de la jeunesse, l'Association d'échange des jeunes de la commune de Oued Lili, l'Association Rawafid El Ibdaâ, ainsi que les associations Nour, El Ibdaa pour les activités de jeunesse, les Scouts musulmans algériens et l'Association El Izdihar pour les activités de l'enfance et de la jeunesse.

BORDJ BADJI MOKHTAR

Mesures préventives pour contrer la menace des criquets

Plusieurs mesures préventives proactives ont été prises dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar pour contrer la menace des criquets pèlerins, ont rapporté jeudi les services de la wilaya. Lors d'une réunion de coordination de la commission de la wilaya, dans le cadre du suivi de l'opération de lutte

contre le criquet pèlerin, le chef de l'exécutif, Mahfoud Benflis, a annoncé l'élaboration d'un plan préventif pour lutter contre le criquet pèlerin dans la wilaya, à travers la mobilisation de moyens importants, et la mise en place de mesures préventives et proactives intensives pour protéger les récoltes agri-

coles. Le même responsable souligné, à cette occasion, la nécessité d'intensifier les efforts de prévention à travers la coordination entre les services concernés, pour assurer la protection des produits agricoles dans cette région frontalière. Des représentants de différents secteurs concernés, notamment

l'agriculture, l'énergie et des mines, le transport, et la Protection civile, ont pris part à cette réunion de coordination, tenue au siège de la wilaya. Aucune apparition de criquets pèlerins n'a été enregistrée à ce jour dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, a-t-on signalé.

DJELFA

Lancement des travaux de construction d'un nouvel hôpital à Ain Oussara

Les travaux de construction d'un hôpital de 120 lits dans la wilaya déléguée de Ain Oussara (Djelfa) ont été lancés dernièrement, a-t-on appris jeudi de la direction des équipements publics. Une enveloppe financière de l'ordre de plus de 2,3 milliards de DA a été allouée à ce projet faisant partie du programme complémentaire décidé par le président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya, a précisé la même source. Le nouvel hôpital sera réalisé dans un délai de 24 mois. Il comprendra plusieurs services médicaux spécialisés, des salles de soins, des blocs opératoires, un laboratoire d'analyses médicales et une pharmacie centrale. Une fois les travaux du projet achevés, cet édifice va renforcer le secteur de la santé à Ain

Oussara, allègera la pression sur l'établissement public hospitalier (EPH) Saadaoui Mokhtar de la région, et répondra aux besoins de la population en services de santé. A relever, le wali de Djelfa, Djahid Mous, a effectué récemment une visite d'inspection au chantier de ce projet, et sur les lieux, il avait donné des instructions sur le respect des délais de réalisation.

OLYMPIADES DES MÉTIERS À MASCARA

20 stagiaires qualifiés pour les compétitions régionales à Tlemcen

Vingt stagiaires, hommes et femmes, de la wilaya de Mascara se sont qualifiés pour les compétitions régionales des Olympiades des métiers, prévues du 21 au 25 septembre prochain à Tlemcen, a indiqué, vendredi, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Abdelkader Thabti. M. Thabti a précisé que les compétitions de wilaya des Olympiades des métiers, clôturées jeudi à la salle omnisports du complexe sportif "Chahid Djebbar Mohamed" de Mascara, ont abouti à la qua-

lification de 20 stagiaires pour les phases régionales de cet événement, après avoir concouru dans 20 spécialités professionnelles. Le jury de cette compétition de wilaya a noté la grande compétence et la maîtrise technique des stagiaires qualifiés dans les différents domaines professionnels qu'ils apprennent actuellement dans les établissements de formation de la wilaya, tels que l'installation et la maintenance du chauffage central, l'électricité du bâtiment, ainsi que la conception et l'entretien de jardins, selon le même res-

pensible. Cet événement professionnel a connu un grand engouement de la part des jeunes intéressés par l'intégration dans les centres et instituts de formation professionnelle de la wilaya, en plus de la présence d'entrepreneurs locaux. L'objectif de cette manifestation est d'offrir une opportunité aux jeunes stagiaires distingués et brillants dans leurs spécialités, ainsi que de les motiver et de les encourager à se tourner vers l'entrepreneuriat et la création de micro-entreprises, a ajouté M. Thabti. A noter que les compétitions

de wilaya des Olympiades des métiers, organisées pendant cinq jours par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, ont vu la participation de 55 stagiaires, âgés de moins de 22 ans, actuellement en formation dans 18 établissements de la wilaya. Les compétitions nationales finales des Olympiades des métiers sont prévues du 4 au 8 novembre prochain à Oran, où les meilleurs candidats seront sélectionnés pour représenter l'Algérie aux Olympiades continentales et mondiales des métiers.

La fin de l’usine nationale

Les chaînes de valeur mondiales et la polarisation du travail ont mis fin à l’usine nationale. L’industrie appartient désormais à une chaîne mondiale de valeur qui va de l’extraction des matières premières à la commercialisation. Une stratégie industrielle ne peut plus se penser qu’à travers une insertion dans ces chaînes de valeur.

2^e partiet fin

Par DERGUINI Arezki (*)

« ... En Europe comme ailleurs, les mensonges ont la cote, car ils sont insérés dans une narration politique qui capte les peurs et les aspirations d’une part croissante de l’électorat, tandis que les faits de ceux qui les combattent sont insérés dans un récit qui n’est plus jugé crédible. En pratique, pour les adeptes des populistes, la véracité des faits pris un par un ne compte pas. Ce qui est vrai, c’est le message dans son ensemble qui correspond à leur expérience et à leurs sensations. Face à cela, il est inutile d’accumuler les données et les corrections, si la vision d’ensemble des gouvernants et des partis traditionnels continue d’être perçue par un nombre croissant d’électeurs comme peu pertinente par rapport à la réalité. ... Le Carnaval contemporain se nourrit de deux ingrédients qui n’ont rien de déraisonnable : la rage de certains milieux populaires qui se fonde sur des causes sociales et économiques réelles ; une machine de communication surpuissante, conçue à l’origine pour des fins commerciales, devenue l’instrument privilégié de tous ceux qui veulent multiplier le chaos. ... Les actions des ingénieurs du chaos n’expliquent pas tout, loin de là. Ce qui rend ces personnages intéressants, c’est plutôt le fait qu’ils aient su capter avant les autres les signes du changement en cours, et la façon dont ils ont su en profiter pour passer des marges au centre du système. Pour le meilleur et surtout pour le pire, leurs intuitions, leurs contradictions et leurs idiosyncrasies sont celles de notre époque. »¹ Toutes les sociétés ne peuvent pas disposer librement d’elles-mêmes, choisir leur régime politique, être démocratiques. Il faut distinguer entre sociétés dominantes et sociétés dominées. La fin du colonialisme n’est pas la fin de la domination. La lutte entre dominant et dominé se poursuit à armes inégales. Les sociétés dominées n’ont le choix de leur régime politique, la possibilité d’un régime démocratique, qu’une fois qu’elles ont accepté les conditions de leur vassalité. La lutte qu’elles ont choisie leur impose un régime. Et cela ne conduit pas toujours au succès. Les sociétés de confiance sont des sociétés autoritaires, l’autorité est ancrée dans le corps social, dans la famille, dont l’État n’est que le prolongement. Un régime politique démocratique ne pervertit pas leur fonctionnement. Elles s’en accommodent. Lorsque la performance de ces sociétés est mise en échec, l’autorité abuse alors de ses prérogatives, l’autorité cesse d’être « naturelle », ces sociétés entrent en crise, violente souvent. Quand, dans les sociétés dominées, leur perfor-

mance est effective, l’autoritarisme des régimes n’est pas contesté. La supériorité des sociétés autoritaires réside dans le fait qu’elles s’accordent avec leurs autorités a posteriori et non a priori. L’enjeu est toujours le renouvellement de la confiance, les autorités ne sont pas représentatives, elles sont effectives ou ne le sont pas. Elles peuvent prendre des tournants auxquels les sociétés démocratiques doivent être préalablement disposées. Les sociétés de défiance sont prévisibles, les sociétés de confiance le sont moins d’où l’avantage qu’elles peuvent avoir dans la compétition. La Chine peut annoncer un plan sur une période plus ou moins longue qu’elle tiendra et en changer complètement ou presque au prochain plan. La confiance sociale a été et sera engagée dans la réalisation du plan et non dans sa définition, celle-ci ne pouvant être que contextuelle et stratégique. Il faut rappeler que l’autoritarisme n’est pas alors un abus d’autorité, mais un fonctionnement qui doit faire preuve de son efficacité. Par ailleurs, l’autoritarisme n’est pas seulement un rapport de confiance aux élites, c’est d’abord un rapport de confiance en soi et au réel. Les politiques de la Chine sont extrêmement bien contextualisées, elles se déplient toujours dans un contexte. La pensée chinoise est une pensée contextuelle, ses modes d’abstraction ne sont pas transcendants. Copier la Chine après avoir copié l’URSS, ce serait abuser de l’autorité et non pas adopter le fonctionnement social le plus performant. Chaque société a son génie, son mode d’appréhension et d’appropriation du réel, ses modes d’abstraction, de penser et de faire. Celles qui ont égaré leur esprit ("les poules qui veulent marcher comme les perdrix ne savent plus marcher", dit la sagesse populaire) n’ont pas d’autre recours qu’un autoritarisme négatif. Il faut d’abord faire confiance à la société, pour que la société retrouve son esprit, la confiance en elle-même et en ses autorités. Faire confiance à la société, c’est faire confiance à l’expérimentation sociale, c’est dans le succès de ses expérimentations que la société trouvera la confiance en elle-même, qu’elle produira les institutions qui soutiendront sa confiance. Et c’est par les territoires que la complémentarité des formes de capital naturel, social et humain pourra prendre le pas sur le capital physique et financier et prendre effet.

Production et répartition

L’usine industrielle a continuellement décomposé le travail (complexe) en une multitude de tâches, qu’elle a continuellement simplifié, qu’elle a

mécanisé et automatisé. Nous sommes à l’ère du monde quantique. La production d’un produit s’en est trouvée complexifiée et atomisée en une multitude de procès de travail. Elle peut nécessiter des milliers voire des millions de composants et donc de procès. La production d’un produit ne relève plus plus d’un procès, mais d’une série étendue de procès de production qui court sur toute la planète. Nous sommes à l’ère de l’interdépendance. Une telle mécanisation a accru constamment la part du capital dans le travail, a conduit à une polarisation du travail et à une forte concentration du capital humain, distribuant le travail « complexe » entre une minorité de travailleurs hautement qualifiée et une majorité de travailleurs aux tâches manuelles non routinières. Les conséquences sociales et politiques d’une telle concentration du capital humain c’est que les oligarchies économiques et politiques dans les grands centres d’accumulation du capital n’ont plus le souci de la majorité de la population qui n’est plus concernée par la compétition économique et sociale. Des hiatus se créent au sein des sociétés entre deux populations, relativement à leur insertion dans les chaînes de valeur mondiale, l’une cosmopolite, l’autre nationaliste. La démocratie cesse d’être un jeu à somme non nulle, le débat démocratique ne fait plus faire corps à la société, l’illibéralisme gagne alors les sociétés de défiance pour faire corps à la société. Comment les entreprises globales peuvent-elles faire l’unité d’une société sans travail ? Comment les deux extrémités du continuum social produit par la polarisation du travail peuvent-elles ne pas se disjoindre ? Les ingénieurs du chaos se chargent d’administrer la plèbe, ils réactivent comme les divisions sociales romaines. Les politiques occidentales mises en œuvre pour faire face à la polarisation du travail sont de formation et de redistribution. Elles visent toutes deux à raccorder la répartition et la production. Pour l’économie standard, répartition et production renvoient à deux domaines différents : l’économique et le politique. Ainsi la polarisation du travail est une donnée, ce sont ses effets que les politiques de formation et de redistribution visent à corriger. Ces politiques pourront être soutenues, corrigeront les effets de la polarisation, dans les sociétés qui dominent les chaînes de valeur mondiales. Elles pourront profiter de la polarisation mondiale du travail. Elles n’empêcheront pas la polarisation mondiale des compétences et des capitaux. Pour empêcher une telle polarisation, ce sont les conditions de production qu’il faut redistribuer en donnant au capital na-

turel, au capital social et au capital humain le pas sur le capital physique et financier. Le capitalisme a dissocié la production d’une répartition équitable, avec une concentration de la production, une concentration des formes humaines, physiques et financières du capital. Concentration de ces formes qui se sont accompagnés de la destruction des formes sociale et naturelle du capital. Il a dissocié le progrès technologique du progrès social après les avoir associés. Il a gagné le monde en les associant, il est en train de le perdre en les dissociant. Dans les périphéries, les bantoustans se multiplieront quand le nationalisme ne pourra pas faire faire corps à la société. Des petits pays, comme les pays nordiques et germaniques, feront du national-populisme pour prendre la place honorable dans les chaînes de valeur mondiales. Le nationalisme de pays comme l’Égypte et l’Algérie, mal insérés dans les chaînes de valeur et peu disposés à y progresser, menacés de dislocation par leurs marges, sera mis à rude épreuve.

En guise de conclusion

Si les choses peuvent évoluer pacifiquement, sous l’ancien cours des choses : substitution du travail mort au travail vivant et prolétarianisation, se mettra en place le nouveau : substitution du travail vivant au travail mort et déprolétarianisation. Ce processus pointe déjà dans certaines marges. C’est dans ces marges au sein des sociétés dominantes qu’il faut aller chercher les processus de déconcentration du capital et de déprolétarianisation du travail. Ce n’est pas hors de la révolution numérique ou une déconnexion du monde capitaliste qu’il faut chercher une issue, mais dans les germes du nouveau cours du monde que porte en son sein l’ancien. On ne peut pas s’inscrire hors du cours des choses, il faut préparer son retournement progressif. Au concept d’usine, il faut substituer les concepts de clusters et de territoires innovants qui mettent en valeur les formes naturelles, sociales et humaines du capital plutôt que ses formes physique et financière extractives. C’est avec une telle approche que l’on peut réenraciner l’espoir dans les sociétés dominées, que l’on peut donner sa chance à la jeunesse, le sentiment qu’elle peut apporter une meilleure vie au monde.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

Note
1 Giuliano da Ampouli. Les ingénieurs du chaos. Jean Claude Lattès. 2019.

TUNISIE-JAPON
Un accord pour
renforcer les
investissements
bilatéraux

Le Japon et la Tunisie entretiennent une coopération dynamique dans les secteurs tels que l'économie et les infrastructures. En 2024, leurs échanges commerciaux ont atteint 218,7 millions \$, selon l'ITC. La Tunisie et le Japon ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur partenariat économique. Lors d'une rencontre tenue le lundi 21 avril 2025 à Tunis, le ministre tunisien de l'Economie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, et l'ambassadeur du Japon, Takeshi Osuga, ont convenu de l'importance d'achever la préparation d'un accord visant à protéger et à promouvoir les investissements entre les deux pays. Selon un communiqué du ministère publié le mardi 22 avril, la réunion s'est tenue en présence du directeur du bureau de la JICA à Tunis. Elle a permis d'évaluer l'état d'avancement des projets de coopération en cours et d'explorer de nouvelles opportunités de collaboration technique et financière. « Les deux parties ont insisté sur la durabilité, l'enracinement des relations bilatérales et la volonté de les renforcer davantage, soulignant l'importance de travailler [...] pour compléter les préparatifs de l'accord de protection et de promotion des investissements entre les deux pays », indique le communiqué. Les relations entre le Japon et la Tunisie, établies depuis plusieurs décennies, reposent sur des axes de coopération concrets, notamment dans les domaines économique, éducatif, sanitaire et culturel. Le Japon appuie la Tunisie à travers des financements, des projets d'infrastructures, des programmes de formation, ainsi que par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). En 2024, selon l'International Trade Centre (ITC), les échanges commerciaux entre le Japon et la Tunisie ont atteint 218,7 millions de dollars. Parmi les principales catégories de produits échangés figurent les véhicules (hors matériel ferroviaire), les machines et appareils mécaniques, ainsi que les équipements électriques. Les deux parties ont également mis en avant la participation de la Tunisie à la TICAD 9, soulignant son rôle clé dans le développement africain.

ARABIE SAOUDITE

Les investissements dans l'industrie minière renforcés

Le secteur minier de l'Arabie saoudite est en train de devenir une référence mondiale, grâce à des réformes réglementaires, à des investissements importants et à une solide réserve de projets nationaux, selon une nouvelle analyse.

Dans un rapport intitulé «Saudi Arabia Doubles Down on Mining», S&P Global Ratings a déclaré que le secteur était prêt pour une expansion rapide, avec sa contribution au produit intérieur brut qui devrait passer de 17 milliards de dollars (1 dollar = 0,88 euro) en 2024 à 75 milliards de dollars d'ici à 2030, dans le cadre de la stratégie Vision 2030 du gouvernement. Les ambitions minières de l'Arabie saoudite sont ancrées dans ses importantes ressources naturelles et renforcées par un soutien gouvernemental solide. Le pays détient des réserves minérales estimées à 9,37 trillions de riyals saoudiens (2,5 trillions de dollars), soit une augmentation de 90% par rapport aux prévisions de 2016, grâce à de nouvelles découvertes de terres rares, de métaux de base et d'importants gisements de phosphate et d'or. Hina Shueb, analyste de crédit chez S&P Global Ratings, a déclaré: «Les mesures proactives et les ressources substantielles de l'Arabie saoudite peuvent aider à compenser les pressions continues sur les coûts et à soutenir la résilience des profils de crédit des sociétés minières et métallurgiques.» L'agence a noté que, contrairement à de nombreux homologues mondiaux, les so-

ciétés minières et métallurgiques d'Arabie saoudite bénéficient d'un fort soutien du gouvernement, d'un cadre réglementaire moderne – y compris la loi sur l'investissement minier – et d'un investissement substantiel de l'État dans les mégaprojets et l'infrastructure. Le nombre de licences d'exploitation a augmenté de 138% depuis 2021, et les permis d'exploration sont passés de 58 à 259, grâce à la transparence de la loi et aux politiques favorables aux investisseurs. L'entreprise publique phare Ma'aden a déclaré des revenus de 32 milliards de riyals saoudiens en 2024, avec un portefeuille diversifié couvrant l'or, le phosphate, l'aluminium et les métaux de base. Sa production d'or a atteint à elle seule 450 000 onces, tandis que la production de phosphate a dépassé les 6,5 millions de tonnes. Le nombre de sociétés d'exploration est passé de six en 2020 à 133 en 2023. «Alors que les budgets continuent d'augmenter, la probabilité de découvrir des ressources supplémentaires et d'étendre les opérations existantes soutient notre vision d'une croissance durable et à long terme de l'industrie minière et métallurgique en Arabie saoudite», indique le rapport. Le cadre Vision 2030 a permis de s'éloi-

gner de la dépendance au pétrole, en se concentrant plutôt sur des secteurs tels que l'exploitation minière, le tourisme et l'industrie manufacturière. Le secteur minier à lui seul a généré environ 400 millions de dollars de revenus en 2023 et est désormais soutenu par un plan d'investissement de 100 milliards de dollars ciblant les minerais essentiels d'ici à 2035. Le financement du gouvernement comprend également un engagement de 29 milliards de riyals saoudiens pour le projet de phosphate Wa'ad al-Chamal. La géographie de l'Arabie saoudite offre des avantages logistiques avec un accès aux marchés européens, asiatiques et africains, tandis que les mégaprojets tels que Neom et Qiddiya devraient stimuler la demande locale de matériaux de construction et de métaux de grande valeur. Ces projets, selon le rapport, «qui bénéficient de financements et d'investissements dans les infrastructures, visent à réduire les coûts d'importation du pays pour les métaux, y compris le fer, l'acier, les pierres précieuses et semi-précieuses, en créant un marché intérieur solide pour les métaux et les minéraux».

EGYPTE

Arab Consulting Office et IRSC scellent un partenariat pour 75 MW de solaire

De nouveaux partenariats privés continuent de soutenir l'élan de l'Égypte sur la voie du développement des énergies renouvelables. Le pays capitalise en la matière sur son énorme potentiel solaire, hydraulique et éolien. Arab Consulting Office (ACO) a annoncé le jeudi 24 avril la signature d'un accord-cadre stratégique avec IRSC for Renewable Energy Solutions pour développer 75 MW de capacité solaire photovoltaïque installée en Égypte. Le projet sera

réalisé en collaboration avec Sun-grow Power Supply et Tongwei Solar. Il vise à accélérer la transition énergétique du pays en déployant des modules photovoltaïques à haut rendement, ainsi que des solutions avancées de stockage et d'onduleurs. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, Eng. Aya Zanaty, la présidente d'ACO, a déclaré : « Cet accord marque un nouveau chapitre dans le parcours de l'Égypte en matière d'énergie propre. Grâce à cette

collaboration stratégique, nous renforçons notre engagement à fournir des projets d'énergie renouvelable de classe mondiale qui accélèrent la transition du pays vers un avenir durable ». L'Égypte s'impose comme l'un des leaders africains de la transition énergétique grâce à ses investissements massifs dans les énergies renouvelables, en particulier dans le solaire. Le pays s'est engagé à porter la part du renouvelable dans son mix électrique à 42% d'ici 2030.

Cette stratégie vise à réduire sa dépendance au gaz naturel, renforcer sa sécurité énergétique et accompagner ses objectifs de décarbonation. Des projets clés comme le complexe solaire de Benban (1,65 GW) illustrent cette dynamique. Les nouveaux partenariats comme celui signé par ACO et IRSC s'inscrivent donc pleinement dans les priorités nationales pour accélérer l'essor d'une production électrique plus durable.

MAURITANIE

Le projet de création d'un marché boursier relancé

La Banque centrale de Mauritanie a sollicité la Bourse de Casablanca pour l'accompagner dans son projet de création d'une bourse de valeurs mobilières de Nouakchott. Un protocole d'accord visant à accompagner la création de la Bourse de Nouakchott en Mauritanie a été signé le jeudi 17 avril 2025, entre la Banque centrale de Mauritanie et la Bourse de Casablanca. Ce partenariat prévoit à la fois un appui technique à la mise en place de la future bourse et un programme de renforcement des capacités pour les institutions

mauritaniennes concernées. La Bourse de Casablanca, forte de son expérience dans la région, jouera un rôle d'appui dans les aspects techniques, institutionnels et de formation liés à ce projet. Ce projet de marché boursier n'est pas nouveau. En 2014 déjà, la Banque centrale de Mauritanie avait annoncé sa volonté de créer une bourse locale afin de capter l'épargne nationale au service du financement des entreprises. La même année, l'Assemblée nationale a adopté une loi portant sur la création d'un marché financier, avec l'ambition d'établir quatre institutions : la Bourse de Nouak-

chott, une autorité de régulation, un dépositaire central et un fonds de garantie. Malgré ce cadre légal, le projet n'a pas été mis en œuvre. Le protocole signé avec la Bourse de Casablanca marque donc une tentative de relance concrète de cette initiative restée sans suite pendant plus d'une décennie. La mise en place d'un marché boursier en Mauritanie vise plusieurs objectifs. Il s'agit d'abord de permettre aux entreprises locales, y compris les PME, d'accéder à des financements à long terme via l'émission d'actions ou d'obligations. Ensuite, la bourse pourrait servir de ca-

nal de financement pour l'Etat à travers l'émission de titres publics, réduisant ainsi la dépendance aux emprunts extérieurs. Enfin, pour les épargnants, elle offrirait une nouvelle option d'investissement, ce qui encouragerait une meilleure mobilisation de l'épargne nationale. A plus large échelle, la Mauritanie entend suivre l'exemple d'autres pays africains disposant déjà de marchés boursiers fonctionnels comme l'Afrique du Sud, le Maroc, le Nigeria, le Kenya ou encore les pays membres de la BRVM.

RICHESSSES CRÉÉES

+5,8% attendus pour les pays à faible revenu d’Afrique subsaharienne

La croissance en Afrique subsaharienne (3,8 % en 2025, 4,2 % en 2026) dépasse 2022-2023 mais reste insuffisante, avec un PIB par habitant limité (+1,5% en 2025). La dette publique, bien qu'à 61,5% du PIB, plombe les revenus disponibles. Le FMI propose des ajustements fiscaux, la mobilisation de revenus et la réforme des subventions, mais ces mesures ont souvent peu aidé à réduire la pauvreté dans la région et fragilisent les PME.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit désormais que l'augmentation de la richesse créée (croissance du PIB) en Afrique subsaharienne en 2025 sera principalement tirée par les pays à faible revenu. Ces pays, hors situations de fragilité ou de conflit, devraient enregistrer une croissance du PIB réel de 5,8% en 2025, atteignant 6,7% en 2026, contre 5,6% en 2024, selon les perspectives économiques ajustées présentées lors des réunions de printemps 2025. Les pays exportateurs de pétrole, avec une croissance de 2,8% en 2025 et les pays à revenu intermédiaire, à 3,1%, progresseront plus lentement, avec notamment 3,0% pour le Nigeria et 1,0% pour l'Afrique du Sud. Globalement, la croissance régionale devrait s'établir à 3,8% en 2025 et 4,2% en 2026, après 4,0% en 2024, 3,6% en 2023 et 4,1% en 2022. Ces chiffres, supérieurs à ceux de 2022 et 2023, reflètent des politiques macroéconomiques améliorées et une réduction des déséquilibres. L'inflation médiane a chuté à 4,5% début 2025 contre 17,9% fin 2024, tandis que le ratio dette/PIB

médian s'est stabilisé sous les 60%. Cependant, cette croissance ne suffira pas à améliorer significativement les conditions de vie. La croissance du PIB par habitant restera limitée à 1,5% en 2025 et 1,8% en 2026 contre 1,5% en 2024. Une redistribution inégale maintient le revenu national brut disponible à un niveau faible pour les populations, en raison d'une dette publique élevée (61,5% du PIB en 2025) et de charges d'intérêts croissantes qui réduisent les marges pour les dépenses sociales et les infrastructures. Le FMI propose plusieurs recommandations. Les pays avec de forts déséquilibres macroéconomiques doivent procéder à des ajustements fiscaux rapides et conséquents, tandis que ceux avec des déséquilibres modérés peuvent opter pour une approche graduelle tout en reconstituant leurs réserves. La mobilisation des revenus domestiques, via l'élargissement des bases fiscales, la suppression des exemptions et le renforcement des administrations fiscales, est essentielle pour réduire les coûts d'emprunt. La réforme des subventions énergétiques, repré-

sentant 1,5% du PIB en moyenne dans les économies émergentes, doit être progressive, accompagnée de transferts ciblés et d'une communication claire. Pour renforcer la résilience face aux chocs mondiaux, le FMI insiste sur la planification de contingence et une communication crédible. Enfin, un soutien international, notamment via des financements concessionnels, reste crucial, le FMI ayant déboursé plus de 65 milliards de dollars depuis 2020, dont 8 milliards en 2024 et 800 millions en 2025. Ces recommandations suscitent des critiques. Les coupes rapides dans les subventions, même avec des mesures compensatoires, augmentent le coût de la vie pour les ménages à faible revenu, comme au Nigeria où elles ont provoqué des manifestations, risquant d'aggraver la pauvreté. Les petites entreprises, piliers des économies africaines, peinent à absorber la hausse des coûts énergétiques, ce qui pourrait freiner l'emploi et la croissance. Elargir les bases fiscales dans des économies à fort secteur informel est complexe et lent, tan-

dis que les ajustements fiscaux stricts risquent de réduire les investissements dans la santé, l'éducation et les infrastructures, compromettant le développement à long terme. La dépendance aux financements externes expose les pays à des pressions géopolitiques et à la volatilité des aides. Ces perspectives s'inscrivent dans le cadre des réunions de printemps 2025 du FMI et de la Banque mondiale, marquées par une redéfinition des priorités économiques mondiales. La Chine, premier producteur mondial, se recentre sur la demande intérieure et l'autonomie technologique, réduisant son rôle moteur pour les exportateurs africains. Les Etats-Unis, premier client mondial, privilégient le protectionnisme et le rapatriement industriel, avec des hausses potentielles de tarifs qui accroissent l'incertitude pour les économies africaines qui dépendent des marchés mondiaux. Le « Fiscal Monitor » du FMI note une dette publique mondiale proche de 100% du PIB d'ici la fin de la décennie, amplifiée par les incertitudes commerciales.

MADAGASCAR

Le FMI acte des progrès et soutient la poursuite des réformes

Au terme d'une mission à Antananarivo du 2 au 14 avril 2025, les équipes du FMI sont parvenues à un accord préliminaire avec les autorités malgaches en vue du décaissement de 108 millions de dollars. Cet accord, encore soumis à l'approbation du conseil d'administration, reflète une évaluation globalement positive des progrès réalisés en matière de gestion des finances publiques et d'avancées dans les réformes structurelles engagées depuis 2024. L'institution de Bretton Woods conditionne désormais la suite du programme à des avancées concrètes

dans le secteur de l'énergie et en matière de gouvernance. En toile de fond, son dernier rapport publié en février anticipe une reprise progressive de l'économie malgache, avec une croissance attendue à 4,6 % en 2025, portée par l'agriculture, le tourisme, le textile et les mines. En 2024, l'économie malgache a conservé le même rythme qu'en 2023, avec une croissance estimée à 4,2 %. Une bonne campagne rizicole et la remontée de la production de graphite ont soutenu l'activité, malgré les dégâts causés par le cyclone Gamane en mars. Pour 2025, la croissance devrait être soutenue à

nouveau par l'augmentation de la production agricole, mais aussi par le tourisme, l'industrie textile et les mines. Une bonne campagne rizicole et la remontée de la production de graphite ont soutenu l'activité, malgré les dégâts causés par le cyclone Gamane en mars. Dans le secteur agricole, les autorités misent sur une montée en productivité pour renforcer la sécurité alimentaire et viser l'autosuffisance en riz à moyen terme. Des efforts sont engagés pour améliorer les rendements grâce à l'usage de semences hybrides, à la mécanisation

et à une meilleure gestion de l'eau. Le secteur textile devrait, lui aussi, contribuer à la croissance. Tiré par les exportations vers l'Europe et les États-Unis, il bénéficie d'un cadre fiscal stable, d'un accès préférentiel à plusieurs marchés, et d'un coût du travail compétitif. La Banque mondiale anticipe une progression continue de l'activité, soutenue par l'extension des capacités de production et par une amélioration partielle des infrastructures portuaires. Le tourisme malgache devrait bénéficier d'une meilleure accessibilité aérienne en 2025. En plus de l'arrivée en 2024 d'Emirates, qui augmente la

fréquence de ses vols vers cette destination, de quatre à six services hebdomadaires dès avril 2025, les premiers résultats des accords de partage de code entre Madagascar Airlines et Air France devraient être visibles cette année. Concrètement, ces accords permettront aux voyageurs internationaux de réserver plus facilement un trajet combinant un vol long-courrier opéré par Air France jusqu'à Antananarivo, puis une correspondance assurée par Madagascar Airlines vers des destinations locales comme Nosy Be ou Fort-Dauphin.

NOUVELLES GUERRES COMMERCIALES

ZLECAF et BAD, des atouts majeurs pour l’Afrique

Plus que jamais, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) mérite une vive attention des dirigeants africains. Face à la nouvelle crise mondiale qui s'annonce avec la guerre commerciale déclenchée par l'administration américaine dirigée par Donald Trump, banques centrales et responsables des politiques économiques africaines doivent rapidement accélérer l'intégration du continent. Des turbulences s'intensifient sur le commerce mondial. Le monde assiste à une situation sans précédent de perturbations dans le commerce mondial, avec une confrontation entre les États-Unis et le reste du monde, en particulier la Chine. Le président américain Donald Trump a récemment imposé des droits de douane prohibitifs de 145% sur les importations chinoises, provoquant une riposte immédiate de Pékin qui a répliqué avec des taxes de 125% sur les produits américains. Cette surenchère a déjà commencé à perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et à ébranler les marchés financiers. Les échanges entre la Chine et les États-Unis commencent à plonger. Si le pays asiatique se prépare depuis des an-

nées au découplage avec l'économie américaine, ses exportateurs en souffrent déjà, lisait-on récemment dans un article publié par le journal français Le Monde. Bien que Trump ait accordé des exemptions pour certains produits électroniques, cette accalmie reste fragile et temporaire. Les ports chinois comme Shanghai, premier port mondial, constatent déjà une réduction notable des cargaisons à destination des États-Unis. La Chine, dont la croissance ralentit déjà à environ 5% en 2025, se trouve contrainte de repenser ses stratégies d'exportation et son positionnement commercial mondial.

L'Afrique prise entre deux feux

Pour l'Afrique, cette confrontation entre ses deux principaux partenaires commerciaux présente des risques considérables. La Chine, premier partenaire commercial du continent depuis plus d'une décennie, voit son modèle économique remis en question et fait face à des pressions combinées des États-Unis et de l'Europe. Cette situation menace directement l'écosystème commercial africain pour plusieurs raisons : un ralentissement probable

de la demande pour les matières premières africaines par la Chine qui en est le plus gros client et un des partenaires de poids à la production, la perturbation des chaînes d'approvisionnement dont dépendent les économies africaines, la volatilité accrue des prix des commodités, affectant les recettes d'exportation et un risque de devenir un terrain de « guerre par procuration » économique entre puissances (ce qui se voit déjà avec les minerais critiques). La récente annonce de la Chine de réduire ses importations de soja américain illustre la volatilité des marchés des matières premières. Un phénomène similaire pourrait affecter les exportations africaines si le conflit s'intensifie, mettant en péril les équilibres économiques fragiles du continent.

La ZLECAF : un bouclier stratégique indispensable

Face à ces incertitudes, la Zone de libre-échange continentale africaine représente bien plus qu'un simple accord commercial - elle constitue un véritable rempart protecteur pour les économies africaines. Les avantages de son accélération sont multiples et

cruciaux dans le contexte actuel : Elle possède la capacité de réduire la dépendance excessive aux partenaires extérieurs. En développant les échanges intra-africains au-delà des 15% actuels, le continent pourrait amortir les chocs provenant des turbulences commerciales mondiales. Aussi, l'intégration continentale rehausserait l'attractivité de l'Afrique pour les investisseurs internationaux. Avec 1,3 milliard de consommateurs potentiels et un PIB combiné dépassant 3000 milliards de dollars, la ZLECAF offre une alternative séduisante aux marchés devenus incertains à cause des tensions commerciales. Un investisseur qui sait qu'en s'implantant dans un pays africain, il accède à tout le continent y réfléchira à deux fois avant de privilégier d'autres marchés émergents. Enfin, la ZLECAF permettrait d'équilibrer les négociations avec les grandes puissances. En parlant d'une seule voix dans les forums commerciaux internationaux, l'Afrique gagnerait en poids diplomatique et économique. Divisés, les pays africains sont facilement ballottés entre la Chine, l'UE et les États-Unis. Unis, ils peuvent exiger des partenariats plus équitables.

APRÈS UNE SEMAINE AGITÉE

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi, à l'issue d'une semaine riche en rebondissements sur le plan commercial, les investisseurs ayant d'ores et déjà le regard rivé sur les données économiques et les résultats trimestriels à venir. Le Dow Jones a terminé proche de l'équilibre (+0,05%), l'indice Nasdaq a progressé de 1,26% et l'indice élargi S&P 500 de 0,74%.

«Il n'y a pas d'élément qui stimule réellement le marché aujourd'hui», observe auprès de l'AFP Victoria Fernandez, de Crossmark Global Investments. «La volatilité a été telle cette semaine qu'aujourd'hui, les (investisseurs) se contentent d'équilibrer les choses», ajoute-t-elle. Les marchés ont apprécié ces derniers jours le ton plus conciliant de Donald Trump sur la guerre commerciale qu'il a lancée contre la Chine au début du mois. Dernier épisode en date: Donald Trump a affirmé, dans un entretien au Time Magazine publié vendredi, qu'il s'était entretenu avec son homologue chinois Xi Jinping au téléphone au sujet des droits de douane. Les deux premières puissances mondiales se livrent une guerre commerciale lancée par le président américain après son retour à la Maison Blanche. Pékin réfute toutefois mener toute négociation avec Washington, alors que le républicain ne cesse de suggérer l'éventualité «d'un accord équitable» entre les deux pays. Côté indicateurs, l'estimation de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan a été meilleure qu'attendu, mais est restée en déclin sur l'année. La publication est notamment minée par «l'incertitude persistante autour de la politique commerciale», selon l'Université. «Le marché va se pencher sérieusement sur les données officielles de la semaine prochaine», estime Victoria Fernandez, dont le rapport Jolts du

ministère américain du Travail ou le PIB américain pour le premier trimestre. «Tous ces chiffres devraient nous permettre de savoir si l'économie s'affaiblit vraiment, ou non», avance l'analyste. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans se détendait à 4,25% contre 4,30% jeudi en clôture. «Coup de pouce» d'Alphabet Côté entreprises, «Alphabet a délivré de bons résultats (jeudi après la clôture de Wall Street, ndlr), et cela a donné un petit coup de pouce au marché», fait valoir Mme Fernandez. La maison mère de Google a gagné 1,28% après avoir très largement dépassé les attentes au premier trimestre, catapulté par son activité d'informatique à distance (cloud computing), dont la croissance témoigne d'un appétit toujours soutenu pour l'intelligence artificielle (IA). Le bénéfice net ressort à 34,5 milliards de dollars, en hausse de 46% sur un an, selon un communiqué publié jeudi. Rapporté par action, il atteint 2,81 dollars, très au-dessus des 2,34 dollars attendus par les analystes, selon un consensus établi par FactSet. Le groupe américain de semi-conducteurs Intel a franchement reculé (-6,70%) après avoir publié jeudi des résultats moins mauvais que prévu pour le premier trimestre, mais son nouveau patron a dévoilé de nouvelles mesures d'économie, qui vont occasionner des suppressions d'emplois. Que ce soit dans les communiqués publiés jeudi ou lors de la conférence té-

léphonique de présentation des résultats, Intel n'a pas donné d'estimation du nombre de réductions de postes qu'il prévoyait. VeriSign, qui gère plu-

sieurs dizaines de millions de noms de domaine en .com, a décollé de 8,00% grâce à des résultats meilleurs qu'attendu.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Avril 2025

Valeur : 28 Avril 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3344	132.3494
1	EUR	EURO		150.4642	150.5342
1	GBP	POUND STERLING		175.7896	175.8329
100	JPY	JAPANESE YEN		92.7426	92.7661
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1332	18.1365
1	CHF	SWISS FRANC		159.9981	160.0936
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.5345	95.5660
1	DKK	DANISH KRONE		20.1527	20.1592
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7165	13.7224
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6595	12.6786
1	AED	UAE DIRHAM		36.0270	36.0340
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2779	35.2838
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.6190	431.8088
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9469	44.3885
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2862	14.2878
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.2869	24.4111
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3142	3.3245
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.6243	179.6243

À L'ISSUE D'UNE SEMAINE AGITÉE

Les Bourses mondiales terminent dans le vert

Les Bourses mondiales ont évolué en hausse vendredi, gardant un oeil sur l'évolution du conflit commercial entre Washington et Pékin, tandis que la saison des résultats d'entreprises bat son plein. En Europe, les marchés ont fermé dans le vert. Paris a pris 0,45%, Francfort 0,81% et Milan 1,47%. Londres est restée stable (+0,09%). A Wall Street, le Dow Jones a terminé proche de l'équilibre (+0,05%), l'indice Nasdaq a progressé de 1,26% et l'indice élargi S&P 500 de 0,74%. "Pour l'instant il n'y a aucune nouvelle tangible sur la guerre commerciale, les marchés profitent de l'accalmie", explique à l'AFP Lionel Melka, gérant de Swann Capital. "La volatilité a été telle cette semaine qu'aujourd'hui, les (investisseurs) se contentent d'équilibrer les choses", observe auprès de l'AFP Victoria Fernandez, de Crossmark Global Investments. Les marchés ont apprécié ces derniers jours le ton plus concili-

ant de Donald Trump sur la guerre commerciale qu'il a lancée contre la Chine au début du mois. Dernier épisode en date: Donald Trump a affirmé, dans un entretien au Time Magazine publié vendredi, qu'il s'était entretenu avec son homologue chinois Xi Jinping au téléphone au sujet des droits de douane. Mais Donald Trump ne donne dans cette interview aucun détail sur l'appel, ne précisant ni sa date, ni son contenu. Et Pékin réfute mener toute négociation avec Washington. Les investisseurs attendent donc "de savoir si les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine reprendront", note Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB. "Un réel progrès pourrait encore mettre du temps à se concrétiser", insiste Fawad Razaqzada, de City Index.

Alphabet salué, Intel dévisse

"Alphabet a délivré de bons résultats (jeudi après la clôture de Wall Street, ndlr), et cela a

donné un petit coup de pouce au marché", fait valoir Victoria Fernandez. La maison mère de Google a gagné 1,28% après avoir très largement dépassé les attentes au premier trimestre, soutenue par son activité d'informatique à distance, dont la croissance témoigne d'un appétit toujours soutenu pour l'intelligence artificielle. En revanche, le spécialiste des semi-conducteurs Intel a franchement reculé (-6,70%) après avoir annoncé qu'il anticipait un chiffre d'affaires compris entre 11,2 et 12,4 milliards de dollars pour le deuxième trimestre, soit nettement moins que les 12,8 milliards prévus par Wall Street.

Bons résultats pour Safran , Accor et Saint Gobain

A Paris, la séance a aussi été dominée par les résultats d'entreprises, majoritairement bien accueillis. Le groupe français Safran a grimpé de 4,16% en Bourse après avoir publié un chiffre d'affaires de 7,3 milliards d'euros au

premier trimestre, supérieur aux attentes des analystes financiers et en hausse de 16,7% sur un an. Le titre du géant de l'hôtellerie Accor s'est lui envolé de 6,3%, les investisseurs ont salué ses résultats publiés la veille. Le groupe a annoncé jeudi un chiffre d'affaires en hausse de 9,2% à 1,34 milliard d'euros au premier trimestre. Le groupe industriel Saint-Gobain a aussi bondi (+4,65%), après avoir annoncé des indicateurs "encourageants" pour la reprise du secteur du bâtiment en France, son marché historique, et enregistré une hausse de 3,2% de ses ventes au premier trimestre 2025.

Le dollar progresse

Le dollar gagnait un peu de terrain vendredi: vers 20H40 GMT, le billet vert prenait 0,26% face à la monnaie unique, à 1.1360 dollar pour un euro. La monnaie américaine a fortement été pénalisée ces dernières semaines par une crise

de confiance des investisseurs, fragilisés par la politique commerciale erratique de Donald Trump. Pour Stephen Innes, analyste chez SPI AM, "ce rebond reste fragile" et les investisseurs sont prêts à "lâcher le dollar à la moindre déclaration agressive de Trump". Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans s'est détendu à 4,25% contre 4,30% jeudi en clôture.

Le pétrole stable

Les cours du pétrole ont progressé, après avoir évolué dans le rouge pendant une partie de la séance, les opérateurs surveillant attentivement les derniers développements dans la guerre commerciale initiée par Washington, ainsi que les discussions avec l'Iran. Le prix du baril de Brent a gagné 0,48% à 66,87 dollars. Le baril de West Texas Intermedia- te a avancé de 0,37% à 63,02 dollars.

CHAHUTÉS PAR LA GUERRE COMMERCIALE

Les marchés agricoles naviguent à vue

De part et d'autre de l'Atlantique, les marchés agricoles sont secoués par les remous liés à la politique commerciale de l'administration Trump, même si certains fondamentaux continuent d'influencer les cours.

Les décisions erratiques" de Donald Trump sur le plan commercial "fragilisent l'opinion des investisseurs: ils ne savent plus trop dans quoi investir", commente auprès de l'AFP Damien Vercambre, analyste au cabinet Inter-Courtage. Les cours des céréales et oléagineux à l'échelle mondiale évoluent ainsi au rythme des commentaires de la Maison Blanche, provoquant par ailleurs des "craintes financières", selon l'analyste. A la Bourse de Chicago, les prix du blé et du maïs ont baissé sur la semaine, à cause notamment des incertitudes commerciales. Le soja a pour sa part évolué en dents de scie, pour se retrouver au final à des niveaux proches de la semaine passée. Sur Euronext, "les cours suivent Chicago, qui est déprimé", résume Damien Vercambre. La pause de 90 jours décidée par Donald Trump sur une partie des surtaxes à l'importation, à l'exception notable de celles visant la Chine, est à nouveau venue bou-

lever la donne après un début d'année agité. En parallèle, le président américain Donald Trump a évoqué mercredi la possibilité d'un accord commercial "équitable" avec la Chine, sans que les négociations aient toutefois réellement commencé, d'après un ministre de premier plan. La guerre commerciale initiée par l'exécutif américain depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump a débouché sur 145% de droits de douane additionnels sur les produits chinois entrant aux Etats-Unis, et 125% décidés en représailles par Pékin sur les marchandises en provenance des Etats-Unis. "Un jour ou l'autre, un accord sera conclu avec la Chine", assure l'analyste américain Dewey Strickler, d'Ag Watch Market Advisors. Mais si le ton de l'administration américaine se veut désormais rassurant, les marchés semblent attendre des actions concrètes de la part de Washington. "Nous sommes dans une phase d'attente et

d'hésitation en ce moment", les investisseurs "attendant la moindre avancée en matière de politique commerciale", confirme Rich Nelson, de la maison de courtage Allendale. "Il y a (cette) peur que l'économie capote, comme (...) en 2018 (sous le premier mandat de Donald Trump, ndlr) où les prix du soja et du maïs aux Etats-Unis s'étaient cassés la figure, avant qu'il y ait une réconciliation avec la Chine", rappelle M. Vercambre. Si le spectre de la guerre commerciale occupe une grande partie du paysage, des éléments fondamentaux influencent tout de même les cours, dont la météo ou encore les perspectives de production. Aux Etats-Unis, les acteurs du marché sont "moins inquiets des conditions météorologiques et de la menace d'un temps sec" notamment "pour la Corn Belt américaine", ce qui pousse le maïs américain à de "nouveaux plus bas sur deux semaines", explique Michael Zuzolo, de Global Commodity Analytics and Consulting.

DÉPASSANT LES 4100 MILLIARDS DE DOLLARS

Le PIB de la Californie dépasse désormais celui du Japon

Le gouverneur démocrate de l'État américain, Gavin Newsom, s'est vanté ce jeudi de la croissance de la Californie, dont le PIB atteint 4100 milliards de dollars, contre 4010 milliards de dollars pour le Japon. Une nouvelle preuve de la domination économique américaine. Dans un communiqué publié sur son site internet, ce jeudi, le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, a annoncé que son État «avait officiellement dépassé le Japon pour devenir la quatrième économie mondiale». Une estimation réalisée grâce aux dernières données publiées par le Fonds monétaire international (FMI) et le Bureau of economic analysis (BEA)

du département du Commerce américain, relayées par la BBC. Établi à 4100 milliards de dollars en 2024, le PIB de la Californie se classerait désormais derrière celui des États-Unis (29.180 milliards de dollars), de la Chine (18.740 milliards de dollars) et de l'Allemagne (4650 milliards de dollars). L'État américain, qui a enregistré une croissance plus rapide que les trois pays la devançant, concentre une partie des fleurons américains, notamment dans les secteurs du divertissement ou de l'innovation technologique de pointe. «La Californie ne se contente pas de suivre le rythme du monde : elle donne le ton», se félicite Gavin Newsom. Ces chiffres n'ont qu'une valeur re-

lative : la Californie n'est qu'un État et ne figure pas dans le classement des puissances économique mondiales. En outre, elle demeure au sein des États-Unis, de loin la première puissance mondiale. Comme l'Allemagne, le pays nippon est une puissance industrielle et exportatrice, mais ce statut est en perte de vitesse. En outre, sa consommation intérieure est actuellement minée par l'inflation, le déclin démographique accéléré de l'archipel et la faiblesse chronique de sa productivité. Le Japon avait déjà perdu en 2023 son titre symbolique de troisième puissance économique mondiale au profit de l'Allemagne, sous l'effet notamment de la chute du yen. Le

PIB nominal du Japon en 2023 s'élevait à quelque 4200 milliards de dollars, contre environ 4500 milliards de dollars pour l'Allemagne. Selon les derniers chiffres publiés, le PIB nominal du Japon culminait à 4010 milliards de dollars, soit légèrement moins que la Californie. Face aux différentes mesures prises par Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche, dont les droits de douane, Gavin Newsom a toutefois fait part de ses inquiétudes. «Tout en célébrant ce succès, nos progrès sont toutefois menacés par les politiques tarifaires irresponsables de l'administration fédérale actuelle, a-t-il taclé. L'économie californienne est le moteur du pays et doit être protégée.»

FRANCE/DÉFICIT PUBLIC

Le gouvernement annule 3 milliards d'euros de crédits

Cette décision, publiée dans le Journal officiel, s'inscrit dans le cadre de l'effort supplémentaire de 5 milliards d'euros pour 2025, annoncé par Bercy début avril. Le gouvernement a acté samedi dans le Journal officiel des annulations de crédits à hauteur de 3,1 milliards dans le cadre de l'effort supplémentaire de 5 milliards d'euros pour 2025 déjà annoncé par Bercy début avril. La ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin avait expliqué alors que ces 5 milliards d'euros devaient permettre de tenir les objectifs de déficit public pour cette année dans un contexte de croissance moindre. «Ces 5 milliards d'euros que nous allons, soit annuler, soit repousser, soit réorienter, c'est notre réponse à un monde instable.

C'est la manière de faire face quoi qu'il arrive à ce monde instable», avait-elle déclaré. Une partie de cette somme s'est concrétisée à travers le décret publié au Journal officiel. «Afin de prévenir une détérioration de l'équilibre budgétaire sur le budget de l'État», «le présent décret porte des annulations de crédits à hauteur de 3,1 milliards d'euros en autorisations d'engagement», selon le Journal officiel. «Cet effort porte essentiellement sur les crédits hors masse salariale, mis en réserve en début d'année», est-il précisé, «ces annulations ne devraient ainsi pas remettre en cause de façon significative la capacité d'exécution des politiques publiques, selon les termes convenus dans la loi de finances initiale pour 2025». Parmi les annulations de crédits, sont

concernés la mission «écologie, développement et mobilité durable» (549,6 millions d'euros), la mission «économie» (517,7 millions d'euros), la mission «recherche et enseignement supérieur» (493,3 millions d'euros) ou encore la mission «agriculture, alimentation et affaires rurales» (140 millions d'euros). «La dégradation récente des perspectives macroéconomiques conduit à anticiper de moindres recettes publiques, en lien notamment avec une révision de la prévision de croissance à 0,7%. Ces risques sont également renforcés par le contexte géopolitique incertain», souligne le décret. «Dans ce cadre, un effort supplémentaire de maîtrise de la dépense est nécessaire pour respecter la trajectoire de redressement des comptes publics sur laquelle le gouvernement s'est engagé», est-il ajouté.

DROITS DE DOUANE

Le FMI appelle l'UE et les États-Unis à trouver un terrain d'entente

Bruxelles et Washington doivent «calmer les choses» et «négocier un accord» sur les droits de douane si l'Europe veut pouvoir redonner un coup de fouet à sa croissance hésitante, a estimé vendredi le directeur de la région Europe du FMI, Alfred Kammer. «Dans nos échanges avec les responsables politiques européens, je ne sens pas de divergence dans la manière dont cette relation est vue comme étant importante», a jugé Alfred Kammer, lors d'une conférence de presse à l'occasion des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui doit s'achever aujourd'hui. «Il faut faire les efforts nécessaires pour calmer les choses et négocier un accord», a-t-il ajouté, souhaitant que ces négociations puissent porter leurs fruits. Les commentaires d'Alfred Kammer interviennent alors que plusieurs représentants européens étaient à Washington cette semaine, dans le cadre des réunions de printemps, profitant de l'occasion pour rencontrer le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent. L'Union européenne (UE) s'est montrée ouverte, notamment par la voix de son commissaire à l'Économie Valdis Dombrovskis, avançant plusieurs propositions concrètes pour abaisser les droits de douane imposés depuis début avril par le président américain, Donald Trump. Mais les Européens ont notamment regretté le «manque de clarté» côté américain et les difficultés à avancer sur le sujet. «Nous ne pouvons cacher le fait que nous sommes encore loin d'un accord», a ainsi déclaré le ministre français de l'Économie et des Finances, Éric Lombard. Son homologue allemand, Jeorg Kukies, s'est montré lui plus positif, assurant être «optimiste sur le fait que cela va se faire. Le plus tôt sera le mieux». Le président américain a imposé début avril jusque 20% de droits de douane sur les produits européens, dans le cadre de ses droits de douane dits «réciproques», touchant à des degrés divers l'ensemble des pays dans le monde. Il avait ensuite reculé pour revenir à un «taux minimal» de 10%, qui ne serait pas négociable selon lui, retardant de 90% l'application des droits de douane au-delà de cette limite pour laisser le temps aux négociations d'aboutir. L'UE est également concernée par les droits de douane sectoriels, de 25% cette fois, imposés sur l'acier, l'aluminium et les automobiles, qui touchent particulièrement l'industrie automobile allemande.

APRÈS L'INTERVENTION DU FBI

Le supermarché mondial du piratage informatique ferme définitivement ses portes

Le plus grand marché noir du web vient de tomber. BreachForums, plateforme d'échange de données volées et de piratage aux milliers de membres, a été saisie par le FBI.

Dans le monde du piratage informatique, on peut parler de tremblement de terre. Après plusieurs fermetures et résurrections, BreachForums, surnommé « l'Amazon de la cybercriminalité », semble avoir définitivement baissé le rideau. La plateforme, inaccessible depuis le 15 avril, affiche même un message qui annonce sa prétendue saisie par le FBI et l'arrestation de deux groupes bien connus du forum : IntelBroker et Shiny. Un coup de filet qui marque, au moins temporairement, la fin d'une ère pour le cybercrime organisé.

BreachForums est devenu le supermarché de la cybercriminalité

En mars 2022, pour succéder à RaidForums, BreachForums fut lancé, et le forum s'était d'ailleurs vite imposé comme la référence mondiale pour l'achat et la vente de données piratées. Ce supermarché du cybercrime a totalisé « jusqu'à 225 000 utilisateurs en 2023 », comme le rappelle le hacker éthique Clément Domingo, aka SaxX. Tous venaient faire leur shopping illicite, acheter des bases de données volées, des outils de piratage ou chasser des conseils pour mener des attaques. Son fondateur, le jeune américain d'à peine un peu plus de 20 ans, Conor Brian Fitzpatrick, alias « Pompompurin », avait déjà été arrêté par le FBI en 2023. Une décision de justice l'avait alors contraint à ne plus toucher à un ordinateur pendant 20 ans. Mais le forum a poursuivi ses activités sous d'autres administrations, telle une hydre régénérant constamment ses têtes coupées. Et ce forum n'attirait pas seulement des cybercriminels. Des agents de renseignement, des chercheurs en cybersécurité mais aussi de simples curieux y rôdaient



également, pour surveiller les fuites de données et alerter les entreprises et les millions de personnes exposées. Car BreachForums est, était une source d'information précieuse pour comprendre les tendances du cybercrime, désormais tarie.

Une base de données en vente, la trahison finale des administrateurs ?

Comme nous avons pu le constater ce vendredi matin, BreachForums n'est effectivement plus accessible. Un message apparaît d'ailleurs sur le site, et il interroge. « BreachForums Seized! », peut-on d'abord lire, traduisez « BreachForum a été saisi ». Plus inquiétant encore, une administratrice nommée Anastasia prétend avoir jeté l'éponge, et propose maintenant à la vente l'intégralité de la base de données du forum (datant du 10

avril 2025), ainsi que son code source pour la modique somme de 2 000 dollars. Cette mise en vente pourrait potentiellement exposer l'identité de milliers d'utilisateurs du forum. E-mails, mots de passe hashés, adresses IP et informations de connexion des membres récents pourraient déjà être compromis. Comme le dit bien Clément Domingo en citant Aristote : « La nature a horreur du vide ». Le démantèlement de BreachForums ne signera pas la fin du cybercrime organisé. D'autres plateformes émergeront certainement dans les prochains jours pour combler ce vide, sous un autre nom peut-être, mais toujours sous la même forme. Un rappel crucial que la cybersécurité reste un combat permanent et que l'OPSEC (sécurité opérationnelle) n'est jamais à prendre à la légère, même pour les plus aguerris.

● Meta licencie une partie des salariés de sa division métavers, Reality Labs

Le géant du numérique taille dans le gras de ses effectifs travaillant sur le métavers. Un signe que les choses ne vont pas bien ?

En début d'année, Meta avait expliqué que l'année 2025 serait décisive pour la réalité virtuelle, un secteur qui était très important pour le groupe de Mark Zuckerberg il y a quelques années – au point de changer le nom du groupe en ce sens. Sauf que depuis, cette division n'a fait qu'enregistrer des pertes toujours plus importantes. Et c'est peut-être pour cette raison que des licenciements viennent d'y être ordonnés.

Des salariés de Reality Labs licenciés

Serions-nous en train de voir le début de la fin arriver du côté de Reality Labs ? Après le coup de semonce de février dernier, la direction passe à l'acte, et vient d'y mettre en place des licenciements dont le nombre n'a pour le moment pas encore été spécifié. Ces limogeages ont eu lieu au sein d'Oculus Studios, où sont développés les jeux vidéos pour les casques du groupe, ainsi que dans les équipes en charge du hardware. Un jeu de VR fitness comme Supernatural, acheté pour 400 millions d'euros par Meta, est aussi concerné par ces réductions d'effectif.

Des changements pour avoir plus d'efficacité dans le travail

« Ces changements ont pour but de nous aider à travailler plus efficacement sur ce que pourrait être l'avenir du fitness » a-t-il été ainsi indiqué dans le groupe Facebook officiel de Supernatural. Une question d'efficacité qui serait au cœur des raisons de ces coupes de la direction. « Ces changements ont pour but d'aider les studios à travailler plus efficacement sur les futures expériences de réalité mixte pour notre public grandissant, tout en continuant à fournir du contenu de qualité pour les gens d'aujourd'hui » a répété la porte-parole de Meta, Tracy Clayton. A l'heure actuelle, si les lunettes développées en collaboration avec Ray-Ban connaissent une très belle popularité, le casque Meta Quest 3S connaît lui des ventes décevantes.

Source : The Verge

■ Brèves

Bénéfice net record pour Alphabet au T1 2025

La maison-mère de Google a dépassé les attentes des analystes à l'occasion de la publication de ses derniers résultats financiers. Sur les trois premiers mois de l'année, le groupe a dégagé un bénéfice net record de 34,5 Md\$, en hausse de 46 % sur un an. Alphabet est tellement content qu'il annonce un plan de rachat d'actions de 70 Md\$. Le chiffre d'affaires n'est pas en reste, à 90,23 Md\$ il est ressorti en progression de 12 % d'une année sur l'autre. Dans le détail, on notera que l'activité Cloud du fournisseur américain s'est envolé de 28 % à 12,3 Md\$ contre 9,6 Md\$ il y a un an. L'activité publicitaire progresse (+ 8%) et constitue toujours l'énorme partie des revenus du groupe totalisant à elle seule 66,9 Md\$. Dans cet océan financier de bonnes nouvelles, une autre organisationnelle l'est un peu moins : Google menace en effet ses employés de perdre leur emploi s'ils ne reviennent pas au bureau au moins trois jours par semaine. Cette décision fait suite à un

mémo interne que le cofondateur de Google, Sergey Brin, a envoyé en février et dans lequel il exhortait les employés travaillant sur le modèle d'IA Gemini de l'entreprise à être au bureau tous les jours de la semaine et à travailler 60 heures par semaine. « La collaboration en face à face est un élément important de la manière dont nous concevons de nouvelles inventions et résolvons des problèmes complexes », a déclaré Courtenay Mencini, porte-parole de Google, à CNBC.

Fuite de Windows 11 25H2

La prochaine version majeure de l'OS de Microsoft devrait commencer à être déployée en septembre-octobre. Cependant il ne faudra pas s'attendre à une révolution : selon Windows Latest cette mise à jour devrait être beaucoup moins importante que ne l'avait été en son temps la 24H2 et son lot de problèmes. Le menu Démarrer ne devrait au final pas vraiment évoluer si ce

n'est la possibilité de neutraliser les recommandations dont la pertinence reste encore à démontrer. Microsoft n'a pas encore officiellement indiqué si la Build 26200 de Windows était liée à la 25H2 mais il se pourrait bien que cela soit le cas selon Windows Latest.

Un outil de recherche approfondie plus light pour OpenAI

La société a présenté une version allégée de son service intégré à ChatGPT qui parcourt le web pour compiler des rapports de recherche sur un sujet. Les abonnés à ChatGPT Plus, Team, Pro et Edu basculeront automatiquement sur cette version light une fois leur quota de requêtes terminé sur la déclinaison complète de l'outil, explique OpenAI. Les utilisateurs de la version gratuite peuvent aussi se servir du service allégé qui se base sur le modèle o4-mini d'OpenAI. Il est en concurrence avec d'autres solutions similaires au sein de Gemini de Google, Copilot de Microsoft ou Grok de xAI.

ALORS QU'ELLE POURRAIT
REPRÉSENTER 30% DU
MARCHÉ MONDIAL D'ICI
2030

l'automobile chinoise va quand même faire face à un sérieux problème

Une agence de notation américaine voit les marques chinoises dominer le marché mondial d'ici quelques années. Mais alors que se tient le salon de Shanghai, on se demande aussi si l'abondance de biens ne nuirait pas à cette industrie automobile chinoise qui donne l'impression de voir éclore une nouvelle marque par mois. Ils progressent doucement, mais ils sont encore loin de l'envahissement en Europe. Les constructeurs chinois voyant leur propre marché saturer, ils eurent rapidement envie d'ailleurs. A commencer par le Vieux Continent qui offre des horizons idylliques sur le papier avec une clientèle plutôt aisée (au regard du reste du monde) et une réglementation qui place le véhicule électrique au cœur de la stratégie. A défaut de pouvoir aller titiller l'oncle Sam qui s'est engagé dans une guerre commerciale, la Chine a donc des vues sur d'autres marchés. La Russie, bien sûr, qui lui permet d'écouler un minimum syndical d'exportation sans craintes, mais aussi l'Inde. Et puis bien entendu l'Europe où nous avons encore appris récemment la venue de Denza, branche premium d'un BYD au positionnement déjà pas toujours facile à comprendre.

Les Chinois vont-ils bientôt dominer le monde ?

Le cabinet AlixPartners avance déjà des chiffres. Après une longue enquête auprès de 400 dirigeants du secteur automobile, dont 100 en Chine, il affirme que les marques chinoises représenteront 30 % du marché mondial d'ici 2030. Elles dépasseront également le Japon pour devenir les premières exportatrices de voitures au monde. Plus instructif encore, la Russie et le Moyen-Orient, que l'on oublie souvent de citer dans les ventes mondiales, représentent aujourd'hui 35 % des volumes des marques chinoises en 2024, soit plus que l'Europe et l'Amérique du Nord cumulées.

Et les droits de douane pourraient ne pas être un problème si important pour les Chinois selon AlixPartners : "alors que plusieurs pays continuent d'imposer des droits de douane sur les véhicules chinois, leur impact reste limité. Même si les nouveaux droits imposés par les États-Unis et d'autres pays devraient alourdir le coût des exportations de véhicules et de composants automobiles chinois de près de 24 %, soit environ 46 milliards de dollars, cela ne représenterait que 3,8 % de la valeur totale de la production automobile de la Chine."

La sélection naturelle pour les constructeurs automobiles Chinois ?

Dans le milieu naturel, une invasion d'une espèce ne dure en général jamais bien longtemps. Un prédateur, une maladie et la régulation se fait souvent toute seule. Non sans ravages évidemment, mais c'est aussi ce qui pourrait arriver à l'industrie automobile chinoise qui souffle le chaud et le froid, entre les géants aux reins solides comme Geely ou BYD et les autres, qui enchaînent les années de pertes sans réelle transformation. Un banquier chinois, cité par nos confrères des Echos en marge du salon de Shanghai, explique qu'il existe toujours une centaine de constructeurs chinois et que probablement une petite dizaine survivra à long terme. C'est le prix à payer pour un marché à 25 millions de voitures par an détenu déjà au tiers par BYD à lui seul. Les autres doivent se partager les miettes, plus ou moins grosses, mais l'électrique nivelle tout, lisse les aspérités : les véhicules ont souvent les batteries de mêmes fournisseurs (CATL étant un des principaux en Chine, avec BYD), les technologies sont peu ou prou similaires désormais sur l'ensemble des segments. La seule façon de se démarquer étant donc de casser les prix, mais ce petit jeu aura la peau de ceux qui n'ont pas les moyens de rester à la table et de perdre gros pour survivre.

SPÉCIFIQUES AU MARCHÉ CHINOIS Ces Toyota et Honda dont nous sommes privés

Les deux marques japonaises ne sont pas venues les mains vides au salon de Shanghai 2025. Ces nouveautés électriques, assemblées grâce à des coentreprises locales, ne verront pas le jour chez nous. Pourtant, ces jolies berlines feraient du bien dans notre paysage encombré de SUV.



Si les véhicules électriques ont moins la cote sur le Vieux continent, ce n'est pas le cas en Chine et le salon de Shanghai en est la preuve. Les nouveautés fonctionnant aux watts sont nombreuses et les marques historiques, à l'image de Volkswagen, ne comptent pas rester les bras croisés.

C'est ainsi que Toyota a présenté sa bZ7, une longue berline d'environ 5 mètres de long aux lignes acérées, tout en conservant une fluidité certaine. La longueur de l'auto et le profil de coupé participent à cette impression. Pour le moment, les données techniques sont inconnues, mais la marque porte beaucoup d'espoir sur cette auto pour le marché chinois. Elle indique par ailleurs que son système d'exploitation HarmonyOS, provenant du Chinois Huawei, est une première.

De son côté, Honda est venu avec deux berlines GT, aux lignes très proches. Comme la Toyota, elle privilégie des lignes fluides et une hauteur relativement faible. Et comme Toyota, les informations à se mettre sous la dent sont bien maigres. Tout juste sait-on que Momenta, une entreprise chinoise, a pour rôle de concevoir les aides à la conduite en utilisant l'intelligence artificielle plutôt que des cartes haute définition. Ce n'est pas tout puisque DeepSeek s'invite à bord pour assister le conducteur et ses passagers.

D'ailleurs, l'habitacle regorge d'écrans à la taille généreuse. Combiné d'instrumentation, écran tactile central, sur la console centrale, en face du passager, plus deux écrans pour les rétroviseurs, les allergiques du numérique vont fuir cet intérieur !

Une Honda pour deux joint-ventures

Passage obligé pour pouvoir profiter du marché chinois, les joint-ventures sont toujours d'actualité. Honda le démontre encore puisque ces deux berlines ne proviennent pas du même partenariat. Ainsi, la GT rouge est le fruit du partenariat avec Dongfeng alors que la GT bleue est conçue avec GAC. D'ailleurs, c'est aussi à ce dernier que Toyota s'est joint pour sa bZ7.

Jusque-là, la Chine impose aux constructeurs étrangers qui souhaitent accéder à leur marché un transfert de leurs brevets vers les entreprises locales. Face aux taxes imposées par l'Europe et plus récemment par les États-Unis, la Chine semble plus ouverte à la discussion afin de diminuer les pénalités. Seulement, est-elle prête à devenir plus souple concernant ce type de partenariat ? Rien n'est moins sûr.

Mots fléchés

Soldat du feu (deux mots) Profanations	↓	Lock-out	↓	Missive	↓	Semblable Déployer	↓	Industrie Esquivés	↓	Taures	↓	Siège du gouvernement fédéral suisse	↓
↓						↓		↓		Personnage biblique	→		
Inédite		Paresseux		Habitant la botte Crochets	→							Pépin	
↓		↓		↓	Désodorisant en pierre	→				Atome Représentation graphique	→	↓	
Articles Fabriquée la bière	→				↓	↓	Divinité	→		↓			
↓							Petit chérubin		Césium Fleuve irlandais	→		Une espèce de grande punaise	Débris de bouteille
Forme de pouvoir Fleuve italien	→		Broyèrent Tout de suite	→			↓		↓			↓	↓
↓		Israël pour le CIO Arrose Saint-Omer	→			Monarque		Raillerie	→				
Affliction Pierre précieuse	→	↓		Impératif	→	↓					Pour un oubli Tranche de gros poisson	→	
↓					Points cardinaux Ventilation	→		Un personnage du petit Nicolas	→		↓		
Société fermée		Grotesque		Membre d'un oiseau	→				Soleil divin	→		Divinité égyptienne	
↓		↓				Surfaces agricoles		Empereur romain Avertis	→			↓	
Ville de carnaval	→			Loupa Similaire	→	↓		↓	Enzyme		Désahillés	→	
Ensemble des acheteurs	Lanterne		Affluent du Rhin	→			Faisceau lumineux	→	↓				Sucre simple
↓	↓									Vilain	Unique	Écimai	↓
Actinium Bouleversé	→		Planche de bois	→			Agités	→		↓	↓	↓	
↓			Saint normand	→		Petit saint Faux marbre	→		Pilastre carré	→			
Ployons Dépôt	→					↓	Remplace le RMI		Native À moi	→			Possède
↓			Équerre		Signe orthographique	→	↓		↓		Tantale Petit tour	→	↓
Giboulée		Costumes de danse	→					Greffai	→		↓		
↓					Calcium	→		Sillon	→				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Dix (10) morts et 477 blessés en 48 heures

Dix (10) personnes sont décédées et 477 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Ghardaïa avec deux (02) décès et un (01) blessé, suite à 02 accidents de la circulation, le premier ayant été causé par une collision entre un véhicule léger et une motocyclette et survenu sur la RN 124, commune d'El Guerrara, et le 2 ème dû au renversement d'un véhicule léger au niveau de la RN 01 commune d'El Mansoura, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 15 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone (Co), émanant des dispositifs de chauffage et chauffes bain de leurs domiciles, à travers les wilayas de Médéa, Alger, El Bayadh, Oum El Bouaghi et Sétif.

COMMUNICATION

L'importance de la formation spécialisée des journalistes soulignée

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a mis en exergue, hier à Ouargla, l'importance de la formation spécialisée des journalistes et des professionnels des médias pour se mettre au diapason des mutations numériques. "Un programme intensif comprenant des sessions de formation et des ateliers en direction des professionnels du métier de l'information a été arrêté, en coordination avec les différentes institutions nationales de l'information, à l'effet de les mettre au diapason des mutations numériques et de faire face aux défis de l'heure", a affirmé M. Meziane, lors de l'inspection des sièges des stations régionales de la télévision (ENTV), de la Radio nationale et de la direction régionale de l'agence Algérie Presse Service (APS), en marge de la 3ème Rencontre régionale des journalistes, des professionnels des médias et des différents acteurs du secteur de la Communication. S'exprimant lors d'une émission radiophonique, le ministre a précisé que la démarche vise à assurer la formation de journalistes qualifiés puisant leurs informations de sources crédibles et produisant une information constructive à la hauteur des attentes du citoyen, dans tous les domaines, et ce, à l'ère du foisonnement de fausses informations sur les réseaux sociaux. M. Meziane a également souligné la nécessité de renforcer l'information de proximité pour que les préoccupations et les attentes du citoyen soient rapportées et soulevées aux instances concernées en vue de leur prise en charge. "L'Etat s'attèle, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à rapprocher le service public du citoyen et à atteindre l'équilibre régional dans la couverture médiatique", a-t-il ajouté dans ce contexte. Par la suite, le ministre de la Communication a visité le siège de la direction régionale de l'APS où un exposé lui a été présenté par le Directeur général de l'Agence, M. Samir Gaïd, sur les activités de l'entreprise et les efforts déployés pour offrir un service public professionnel et éclairer l'opinion publique. M. Gaïd a indiqué, à cet égard, que l'APS entend créer prochainement une nouvelle Direction régionale à Béchar, couvrant les wilayas du Sud-ouest du pays, en vue d'alléger la charge sur celle d'Ouargla dont le territoire de compétence couvre 18 wilayas du Sud. Le ministre poursuit sa visite dans la wilaya d'Ouargla où il doit présider la cérémonie de clôture de la 3ème Rencontre régionale des journalistes, professionnels des médias et autres acteurs du secteur de la Communication.

DUREMENT ÉPROUVÉS PAR LA CRISE SOCIALE

Les Marocains anticipent une nouvelle dégradation de leur niveau de vie

Durement éprouvés par la crise sociale qui s'est aggravée ces dernières années, les Marocains sont très pessimistes pour les mois à venir, anticipant une nouvelle dégradation de leur niveau de vie. Ainsi, plus de la moitié des ménages marocains (53%) s'attendent à une dégradation de leur niveau de vie au cours des 12 prochains mois, montrent les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages publiés par le Haut-Commissariat au Plan. En effet, le moral des ménages est resté "morose" au premier trimestre 2025. Au cours de cette période, 80,9% des ménages déclarent une dégradation du niveau de vie au cours des 12 derniers mois, selon cette enquête. Quant à l'évolution de leur situation financière au cours des 12 derniers mois, 53,3% contre 4,0% des ménages considèrent qu'elle s'est dégradée. Ils sont également 80,6% des ménages à tabler sur une hausse du chômage au cours des 12 prochains mois et 81,6% à estimer que les prix des produits alimentaires devraient continuer à augmenter. Au début de l'année, la tension sociale au Maroc a atteint un niveau critique. Exaspérés par l'aggravation de la crise sociale, notamment par la flambée des prix à la consommation, la hausse effrénée des taux du chômage, en particulier parmi les jeunes, la dégradation des services publics et le gel du dialogue social national, les Marocains sont montés au créneau. Les appels à la grève et à manifester se sont multipliés à travers le pays. Les grandes villes du

royaume ont été le théâtre de mobilisations nationales menées par les syndicats de différents secteurs pour protester contre l'érosion du pouvoir d'achat des Marocains et la politique d'appauvrissement du gouvernement. Un processus de paupérisation rapide des classes dites moyennes s'est engagé depuis longtemps au Maroc, alors que les autres classes populaires perdaient tout espoir de sortir de la pauvreté et de connaître une quelconque ascension sociale. Le mécontentement a gagné, ces dernières années, l'ensemble des classes sociales. En plus de l'impact économique de la pandémie du Covid-19, le Maroc est confronté à la sécheresse qui a durablement affecté son sec-

teur agricole. Toutefois, les problèmes de la société marocaine ne peuvent relever de la seule conjoncture défavorable qui s'est alourdie depuis mars 2020. "Les sources du pays sont dilapidées par la prédation, la corruption, le népotisme, le coût exorbitant de la monarchie et de ses élites", expliquait l'économiste marocain Fouad Abdelmoumni. Selon lui, le gouvernement Akhannouch est incapable de résoudre ce mal endémique. La crise sociale qui secoue le Maroc est aggravée par l'arrogance, la corruption des élites, la répression féroce et la soumission du Makhzen à l'entité sioniste, au grand dam de son peuple qui continue à crier son rejet de la normalisation.

EXPLOSION DANS UN PORT EN IRAN

Au moins quatre morts et plus 500 blessés

L'explosion survenue samedi dans un important port du sud de l'Iran a fait au moins quatre morts et plus de 500 blessés, ont rapporté les autorités locales dans un nouveau bilan. "Malheureusement, au mois quatre décès ont été confirmés par les secouristes", a déclaré à la télévision iranienne le responsable des opérations de secours du Croissant-Rouge iranien, Babak Mahmoudi. Un précédent bilan rapporté par la télévision iranienne, faisait état de 516 blessés, dont des centaines ont transférés vers des centres médicaux, suite à l'explosion survenue au port Shahid Rajaï, près de la

grande ville de Bandar Abbas qui donne sur le détroit d'Ormuz. Situé à plus d'un millier de kilomètres au sud de la capitale Téhéran, Shahid Rajaï est le plus grand port commercial d'Iran, où plus de 70% des marchandises de l'Iran transitent. "L'incident est dû à l'explosion de plusieurs conteneurs stockés dans la zone du quai du port de Shahid Rajaï", a indiqué un responsable local des secours, Mehrdad Hassan-zadeh, à la télévision iranienne. Le premier vice-président, Mohammad Reza Aref, a ordonné l'ouverture d'une enquête pour déterminer la cause exacte de l'incident et l'étendue des dégâts.

AVEC LA PARTICIPATION DE 20 OPÉRATEURS ISSUS DE 7 PAYS AFRICAINS

Ouverture de la 3^e édition du Salon africain des Affaires à Oran

Les activités de la troisième édition du Salon africain des Affaires ont débuté, samedi après-midi à Oran, avec la participation de 20 opérateurs économiques issus de sept pays africains. Dans son discours d'ouverture, la commissaire de cet événement économique, Nouna Mihoubi, a souligné que l'objectif de l'organisation du Salon est de créer une plateforme visant à promouvoir la coopération entre les pays africains. Elle a également rappelé, à cette occasion, les initiatives mises en œuvre par les autorités publiques en Algérie pour améliorer le climat des affaires, à l'image de la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement et la mise en place d'une plateforme numérique intégrée par l'Agence algérienne de promotion de

l'investissement. Organisé sur trois jours par l'agence "Sada" (Echos), cet événement vise à renforcer la coopération à l'échelle continentale et à explorer les opportunités de partenariat entre les entreprises algériennes et leurs homologues africaines. Il réunit des acteurs économiques des secteurs public et privé pour développer les échanges commerciaux et industriels en Afrique, selon les organisateurs. Le Salon constitue une occasion de rencontres entre opérateurs économiques africains dans un "contexte international sensible marqué par une forte concurrence pour l'accès au marché africain et à ses ressources naturelles", selon la même source. Cette troisième édition mettra un accent particulier sur l'industrie, qu'il s'agisse de petites, moyennes ou grandes entreprises. En plus de l'ex-

position, considérée comme une vitrine des capacités industrielles et de l'innovation, des rencontres B2B seront organisées, offrant aux participants l'opportunité d'un contact direct en vue de nouer des partenariats stratégiques. Ces rencontres contribueront à renforcer les échanges dans des secteurs variés tels que l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, les mines et la logistique. Un riche programme de conférences et de tables rondes est également prévu, avec la participation d'experts de l'industrie africaine, pour aborder plusieurs thèmes comme la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), les défis logistiques du développement industriel et le rôle des PME dans la dynamisation de l'industrie africaine.